

**EURO 2024 Les Bleus au but du suspense**

PAGE 14

**Libération****CONTRE LE RN****DÉSISTE, PROUVE  
QUE TU RÉSISTES**

Alors que les candidatures pour le second tour doivent être déposées ce mardi, la macronie se déchire, sans stratégie unanime. Au risque de favoriser l'extrême droite dimanche prochain. **PAGES 2-13**



ALBERT FACELLY

**Libération**



## ÉDITORIAL

Par  
PAUL QUINIO

## Ambiguïté

Petit rappel car c'était il y a un siècle, au temps du macronisme débutant et conquérant, en 2017 donc. Dans ces pages, nous avions alors critiqué la manière dont Jean-Luc Mélenchon avait refusé d'appeler clairement à faire barrage à Marine Le Pen pour élire Emmanuel Macron. Il avait tortillé, usant de périphrases inutiles. Ce retour en arrière permet de rappeler que prôner le front républicain et donc le désistement de candidats pour barrer la route à l'extrême droite est une question de constance dans l'affirmation de valeurs républicaines étrangères à l'extrême droite et son totem programmatique de «préférence nationale».

Cette constance échappe manifestement à la droite républicaine et à la macronie, pourtant jadis l'une comme l'autre ravies d'en profiter. La droite s'accroche à un triste «ni-ni» assumé en son temps par Nicolas Sarkozy. Ses ex-lieutenants passés chez Emmanuel Macron, comme Bruno Le Maire, entonnent une variante de ce «ni-ni», en clamant un «ni RN, ni LFI», comme si, malgré des ambiguïtés insoutenables condamnables – et elles aussi condamnables dans ces pages – l'histoire était la même. Emmanuel Macron ? *«Il faut se souvenir qu'en 2017 et 2022, en face, à gauche, tout le monde a porté ce message (du front républicain). Sans cela votre serviteur et vous ne seriez pas là»,* a expliqué

lundi le chef de l'État à son gouvernement, ajoutant *«qu'aucune voix ne devait aller à l'extrême droite»*. Une consigne claire ? Plutôt une Mélenchon 2017, critiqueable parce que floue. Même chose pour Gabriel Attal, plus ferme dans le ton mais cultivant quand même une certaine ambiguïté. Résultat, même si de nombreux candidats Renaissance vont se retirer du second tour, d'autres – on saura combien ce mardi à 18 heures – ne le feront pas, profitant de consignes de désistement pas si claires. Une question d'opportunité ou de circonstances politiques ? En tout cas d'inconsistance sur les valeurs républicaines. ➤

# Crucifiée, la macronie doit aussi se sacrifier

L'appel du Président au désistement contre le RN passe mal auprès de ses troupes sonnées par la défaite et en colère contre la décision de dissoudre l'Assemblée. Les réticences de l'aile droite ajoutent à la confusion.

Par  
JEAN-BAPTISTE DAOULAS et LAURE EQUY  
Infographie ALICE CLAIR

**I**ls sont à l'heure, il est en retard. Dans une semaine, ils perdront leur job, lui aura toujours le sien. Arrivés lundi à 12 heures tapantes à l'Élysée, au lendemain d'un premier tour désastreux pour l'ex-majorité présidentielle, les ministres sont «crevés, tristes», décrit l'un d'eux : «Il y avait beaucoup d'émotion et de colère contre le Président, qui donnait l'impression d'être

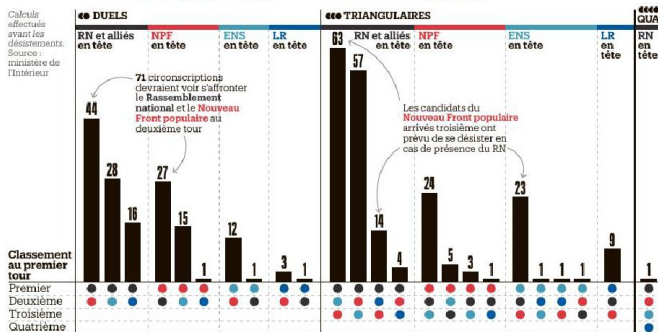
ailleurs et qui nous fait subir une décision qu'on n'a pas choisie.» Dans l'assistance, Sabrina Agresti-Roubache (Ville et citoyenneté), Marie Guévenoux (Outre-Mer) et Fadila Khattabi (Personnes handicapées) viennent de se désister en faveur du Nouveau Front populaire (NFP) pour faire barrage au Rassemblement national. Khattabi laisse échapper quelques larmes en évoquant les atta-

ques de l'extrême droite contre les binationaux. Auteur d'une dissolution ratée, le Président a quelques mots aimables pour ses ministres partis «au combat» et passe vite à sa stratégie de barrage au RN pour le second tour : «Il ne faut pas se tromper. C'est l'extrême droite qui est en passe d'accéder aux plus hautes fonctions, personne d'autre.» Mieux, le promoteur de la retraite à 64 ans

et de la loi immigration retrouve la mémoire, après une campagne législative passée à enchaîner les outrances sur l'union de la gauche : «Pas une voix ne doit aller à l'extrême droite. Il faut se souvenir qu'en 2017 et 2022, en face, à gauche, tout le monde a porté ce message, ajoute le Président. Sans cela votre serviteur et vous ne seriez pas là.» Un de ses ministres s'étrangle : «Le mec, il dissout, il sait très bien qu'on aura un RN haut post-européen... et derrière il te fait un laïus sur ce qu'il doit à la gauche. Il te fout dedans, et après, il regarde : "Ah, on est bien dedans !" Ouais, on y est.»

## Les seconds tours des quatre forces politiques

Nombre de circonscriptions concernées par des duels, triangulaires ou quadrangulaires entre le RN et ses alliés LR, le Nouveau Front populaire, la majorité Ensemble et les Républicains



## UN PEU DE POMMADE

Qualifiés en triangulaires dans plus de 300 circonscriptions et même dans cinq quadrangulaires dimanche soir, les prétendants à un siège de député ont jusqu'à ce mardi 18 heures pour confirmer leur candidature. A vingt-quatre heures de la date butoir, une centaine de candidats sous les couleurs du NFP et une cinquantaine de membres du bloc macroniste s'étaient déjà retirés pour empêcher l'entrée de Jordan Bardella à Matignon. Au sein de l'aile droite de la majorité, cette stratégie passe mal. Les transfuges de LR, comme Bruno Le Maire, auteur

À l'Élysée, le 7 juin. Le Président a réuni





ses ministres lundi pour leur intimer de se mobiliser contre la perspective de voir l'extrême droite arriver au pouvoir. PHOTO D. ALLARD

d'une diatribe anti-LFI sur France Inter lundi matin, Christophe Béchu, Catherine Vautrin ou Aurore Bergé, contestent les désistements en faveur de La France insoumise devant le Président, au cours d'une réunion tendue de quarante-cinq minutes. Gérard Darmanin (Intérieur) et Rachida Dati (Culture) ne disent rien mais, glisse une collègue, «ils n'en pensent pas moins». Suite logique d'une soirée de dimanche confuse où les chefs de l'ex-majorité se sont contredits pour définir le «large rassemblement clairement démocrate et républicain pour le second tour» souhaité par Emmanuel Macron. «Aucune voix ne doit se porter sur les candidats du RN, mais aussi ceux de LFI», a divergé l'ex-Premier ministre, Edouard Philippe, dont le parti Horizons avait adopté cette ligne dès samedi. «Cela fait partie des zig zag de la ligne Macron, rouspète un cadre philippiste. On oriente la barre à droite, maintenant c'est à gauche... Attal, faisant ça, se coupe d'une droite modérée qui aurait pu le suivre.»

En visto depuis le QG parisien de Renaissance, ce sont les candidats, battus, encore en lice, ou sur le point de se désister, que Gabriel Attal tente, lundi après-midi, d'évangéliser. Exit l'ambition de se faufiler entre les «deux ex- Suite page 4

## Face au danger RN, la gauche se désiste sans hésiter

**Très vite, dimanche soir et durant toute la journée de lundi, au moins 100 candidats du Nouveau Front populaire arrivés en troisième position derrière l'extrême droite ont annoncé se retirer.**

La gorge est nouée. La voix tremblante. Ce lundi 1<sup>er</sup> juillet, la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier (lire page 6), peine à cacher son émotion dans le studio de la matinale de France Inter. Quelques instants plus tôt, installé à la même place, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a annoncé qu'il refusait de choisir entre le RN et LFI pour le second tour des législatives. «Cela fait dix ans que je vis dans une ville tenue par le RN, c'est un comportement de lâche et de privilégié, c'est hors sol, c'est lunaire, c'est pas à la hauteur de l'histoire», regrette la patronne des Écologistes, les larmes aux yeux.

Et pilonne : «Ils seront le déshonneur et la défaite parce que le macronisme, c'est fini.»

**Clarté.** Si lundi, Marine Tondelier attaque aussi fort le locataire de Bercy, c'est que l'enjeu est grand. La forte participation au premier tour des législatives (66,71%) a ouvert la voie à près de 300 triangulaires sur l'ensemble du territoire. Avec pour la majorité d'entre elles (161) un candidat du Rassemblement national ou de ses alliés arrivé en tête de la première étape du scrutin. La question du désistement du prétendant en troisième position est donc décisive pour empêcher une majorité absolue au RN ce dimanche. Sur le sujet, la majorité sortante est divisée. La veille au soir, le Premier ministre, Gabriel Attal, a demandé aux candidats Renaissance dans ce cas de figure de se retirer. Mais en macronie, plusieurs voix, dont celle de l'ancien locataire de Matignon Edouard Philippe, ou les ministres Aurore Bergé et Bruno Le Maire, plaident pour une ligne «ni LFI ni RN». Certains, comme la ministre chargée des Collectivités et de la Ru-

ralité, Dominique Faure, joignent les gestes à la parole. Arrivée troisième dans la 10<sup>e</sup> circonscription de Haute-Garonne, derrière le PS et le RN, l'ancienne sportive a annoncé son maintien au second tour.

Pour la gauche, la pilule est d'autant plus difficile à avaler que dès dimanche soir, les représentants des quatre partis du Nouveau Front populaire ont fait preuve de clarté. «Conformément à nos principes et à nos positions constantes dans toutes les élections précédentes, nulle part nous ne permettrons au RN de l'emporter, et c'est pourquoi, dans l'hypothèse où il serait arrivé en tête, tandis que nous ne serions qu'en troisième position, nous retirerons notre candidature», a scandé le chef des insoumis, Jean-Luc Mélenchon. Une position en quasi-cohérence avec celle des communistes, écologistes et socialistes dévoilée avant le second tour, pour qui la règle concerne aussi les territoires où le RN, second, peut l'emporter. Dès la semaine dernière, les alliés du NFP ont commencé à mettre la pression aux macronistes sur la question du désistement républicain. Marine Tondelier s'est fendue d'un courrier adressé à la droite et au centre pour leur proposer une rencontre : «Je suis très déterminée [...] à m'assurer que le barrage républicain sera bien en place dès le soir du premier tour, et à ce que chacune des forces politiques qui se présentent comme républicaines y prennent toute leur part.»

**Darmanin.** Dès dimanche soir, de très nombreux candidats de gauche ont ainsi suivi la ligne dictée par le Nouveau Front populaire : lundi à 20 heures, ils sont déjà 100 à s'être retirés, selon le secrétaire national du PS, Sébastien Vincini. Et même si cela permet à des figures de la macronie, comme l'ancienne ministre, Elisabeth Borne, surnommée «madame 49.3» par la gauche, de récupérer son siège : arrivé en troisième position, l'insoumis Noé Gauchard a annoncé son retrait dans le Calvados dès les résultats connus. Idem, pour Jean-François Bridet dans la 1<sup>re</sup> circonscription d'Eure-et-Loir. Son désistement devrait faciliter la tâche au ministre du Logement, Guillaume Kasbarian, auteur de la décriée loi dite «anti-squat».

Après de longues heures de suspense, la candidate opposée à Gérard Darmanin dans le Nord, Leslie Mortreux, confirmait également qu'elle se désistait. Le matin même sur RTL, le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard, expliquait qu'elle se maintiendrait, dans la mesure où le RN est arrivé en deuxième position. En Haute-Marne, le très droitier LR Laurent Wauquiez devrait aussi revenir à l'Assemblée, grâce au retrait de l'écologiste Céline Gacon. «C'est toujours douloureux de se désister, mais il faut savoir faire la distinction entre nos adversaires et nos ennemis», explique le communiste Ian Brossat. La grande majorité des représentants du NFP se sont également montrés responsables dans les quelques zones où la gauche se faisait face. Dans la 6<sup>e</sup> circonscription de l'Essonne, la candidate investie par LFI, Hella Kribi-Romdhane, a ainsi annoncé lundi se retirer pour permettre à Jérôme Guedj – dont elle fut la suppléante – de l'emporter. Dans la 5<sup>e</sup> des Bouches-du-Rhône, à Marseille, le candidat investi par LFI contre le purgé Hendrik Davi, Allan Popelard, a lui aussi jeté l'éponge alors que le RN Frank Liguori est arrivé en tête avec 25,77% des voix dimanche soir. «Alors que la situation politique exige unité et clarté, Hendrik Davi porte l'entière responsabilité d'avoir placé l'extrême droite en tête de cette circonscription», a malgré tout grincé Allan Popelard dans son communiqué, promettant de déposer un recours pour «rétablir la sincérité du scrutin» après le 7 juillet. Mais d'ici là au moins, l'honneur est sauve.

SACHA NELKEN



**Suite de la page 3** trêmes» pour faire gagner le camp de la raison. «On va tout faire pour empêcher l'extrême droite d'obtenir les pleins pouvoirs», fixe le Premier ministre qui ne sera pas, comme il en formulait le vœu, «choisi» par les électeurs pour prolonger son bail à Matignon. Puisque «ni le NFP ni la LFI ne peuvent avoir de majorité absolue», un seul ennemi demeure, prévient Attal, général d'une armée largement décimée : «Seul le RN peut avoir une majorité absolue à l'Assemblée nationale.» Un peu de pommaade pour faire accepter la stratégie douloureuse du désistement républicain : le chef du gouvernement fait aux députés éliminés dès le premier tour «le serment que l'aventure politique ne s'arrête pas là» et promet aux autres que le bloc central, donné pour «mort», n'a «pas disparu». Derrière l'écran, les candidats connectés, 70, pas plus, ne bronchent pas. La consigne passe-t-elle mieux quand elle ne vient pas de celui qui les a envoyés au casse-pipe ? «Cette dissolution, personne ne l'a choisie mais je refuse qu'on la subisse», coache Attal. Invité du JT de 20 heures sur TF1, il défendait lundi soir «un troisième chemin, une Assemblée plurielle au sein de laquelle nos candidats seront présents pour protéger les Français des hausses d'impôt et des divisions». «Désistement ne vaut pas ralliement», assure le Premier ministre.

#### «LE MATCH N'EST PAS FINI»

Même si c'est dur, même si ça râle, le parti Renaissance engrange les renoncements des candidats en triangulaire au profit d'un adversaire mieux placé pour battre l'extrême droite. Dans la Somme, Albane Branlant (Renaissance), troisième dimanche (22,68 %), se retire face au NFP François Ruffin (33,92 %), lui-même distancé par le RN (40,69 %). «Je fais la différence entre les adversaires politiques et les ennemis de la République», justifie-t-elle. Députée (Renaissance) sortante du Rhône, Sarah Tanzilli (24,21 % au premier tour), fait de même, laissant LFI (26,23 %) et RN (36,35 %) s'affronter en duel. «J'ai toujours combattu les idées d'extrême droite, elles me font vomir. Notre territoire mérite mieux que le Rassemblement national», confie-t-elle au Progrès. Les ex-élus macronistes obtempèrent avec plus ou moins d'enthousiasme. En annonçant qu'ils jettent l'éponge, nombre d'entre eux en profitent pour dire tout le mal qu'ils pensent de cette dissolution qui les a sacrifiés. «Des décisions nationales ont été prises, je ne m'y oppose pas», dit Lionel Royer-Perreault. A Marseille, l'ex-député Renaissance (qui a recueilli 25,13 % des voix) consent à s'incliner au profit de son adversaire EE-LV (28,22 %) pour tenter de faire échec à un candidat LR-RN (38,27 %). Son collègue de Gironde, Pascal Lavergne fait de même, «faute de réserve de voix», laissant un insoumis face au RN. «Ce n'est pas un désistement, c'est un retrait», lâche le sortant macroniste. Depuis le siège de Renaissance, les équipes veillent au grain. Les candi-

## «On oriente la barre à droite, à gauche... Attal se coupe d'une droite modérée qui aurait pu le suivre.»

Un cadre philippiste

dates arrivés troisièmes sont appelés pour s'assurer du respect de la consigne. Plusieurs dizaines ne s'étaient toujours pas retirés lundi soir. Aux récalcitrants, les caciques du parti ne peuvent guère promettre de contrepartie ni agiter des menaces. Une ex-députée, très opposée à la consigne du retrait face à un adversaire insoumis, prédit «une véritable cacophonie» : «Quel moyen de pression il leur reste sur nous ? Ne pas nous nommer au gouvernement ? Qu'est-ce que j'en ai encore à foutre que Macron m'engueule ?» Dans la Somme, Hubert de Jenlis, troisième (25,23 %), comptait se maintenir face au RN en deuxième position (27,46 %) et à l'insoumise Zahia Hamdani (29,54 %) qu'il accuse de «défendre le désordre, dans les comptes publics comme dans la rue». La ministre chargée des Collectivités, Dominique Faure, n'entend pas jeter l'éponge dans sa circonscription de Haute-Garonne où le NFP est en tête (36,24 %) devant le RN (30,37 %). «Je me dois d'aller jusqu'au bout [...], le match n'est pas fini», prévient l'ancienne députée du Parti radical. Bon courage aux électeurs pour démêler les mots d'ordre. En Seine-Maritime, Laurent Bonnaterre (Horizons) est allé à l'encontre de la ligne de conduite fixée par Edouard Philippe en se désistant pour la sortante LFI, Alma Dufour. Même balayés par les électeurs, les macronistes savent encore compter et voient leur intérêt dans le front républicain. «Un électeur de gauche, s'il n'a

plus de bulletin de gauche, se reporte très fort vers nous, escompte un conseiller ministériel. Alors qu'à l'inverse, l'électeur de droite ou du centre sera partagé entre le RN et LFI. Je ne pense pas qu'il y aura beaucoup plus de députés de gauche qui seront réélus parce qu'on se retire.»

#### «PAS FORCÉMENT DES CHOSSES POSITIVES»

Face aux francs retraits du NFP, l'ex-majorité se trouve de bonnes raisons de rester en lice. Estimant être «la seule à avoir des réserves de voix», Anne-Laure Babault (Modem), arrivée troisième (25,33 %), demande même à son concurrent écologiste arrivé deuxième (26,94 %) de se retirer à son profit en Charente-Maritime. En troisième position, juste derrière le socialiste Jean-David Clot (34,24 %), Anne-Laurence Petel (28,91 %) se prévaut du soutien de Gabriel Attal et du patron de Renaissance pour concourir au second tour dans les Bouches-du-Rhône. «Je suis la seule à pouvoir réunir les électeurs démocrates et républicains au regard des résultats extrêmement serrés, des reports possibles et des réserves de voix», argue-t-elle, pointant les 5,46 % de son concurrent LR éliminé. «Il faut regarder très finement. Quelquefois des désistements ne sont pas forcément des choses positives. Vous retirez quelqu'un, vous libérez un électeur de centre droit, est-ce qu'ils vont voter LFI ?» pointe le président de l'UDI, Hervé Marseille. Un argument utilisé pour justifier le maintien du porte-parole de Renaissance, Loïc Signor (23,77 %), dans le Val-de-Marne, pour que des voix ne se reportent pas sur le RN face à Louis Boyard (42,17 %), un député LFI au profil joliment éloquent. «Mélenchon est l'idiot utile de tous ceux qui ne veulent pas se désister», a mis en garde, lundi, l'ancien patron de la CFDT, Laurent Berger, qui s'est élevé contre tout «accroc dans le désistement républicain».



# A Bayonne, «c'est là qu'on voit les limites du centre»

**Journée de flou, lundi, pour les électeurs de la 5<sup>e</sup> circonscription des Pyrénées-Atlantiques, où la députée Modem sortante, arrivée troisième derrière le NFP puis le RN, a laissé planer la possibilité de son maintien, avant de finalement se désister.**

Passé les commentaires sur les résultats du rugby du week-end et l'analyse des choix tactiques, le premier café en terrasse, lundi, au lendemain du premier tour des élections législatives, a vite viré politique. A Bayonne, sur la place centrale des halles, en bord de Nive, la conversation entre amis «pas toujours d'accord» se concentre sur le cas local : dans la 5<sup>e</sup> circonscription des Pyrénées-Atlantiques, qui comprend les villes de Bayonne et

d'Anglet, le scénario d'une triangulaire entre le Nouveau Front populaire, le Rassemblement national et Ensemble était encore sur la table à cette heure-ci. Florence Lasserre, députée Modem sortante, finira par se désister en fin d'après-midi.

«Risque». Dimanche, c'est sa concurrente de l'union des gauches, la socialiste Colette Capdevielle, députée de 2012 à 2017, qui est arrivée en tête avec 32 % des voix. A ses trousses avec 27 %, le candidat RN Serge Rosso. A la troisième place, avec 26 %, Florence Lasserre, laisse planer longtemps le doute sur un possible maintien au second tour. Une telle décision serait à rebours de la consigne, formulée par le Premier ministre, de désistement des candidats du parti «dont le maintien en troisième position

ferait élire un député du Rassemblement national face à un autre candidat qui défend, comme nous, les valeurs de la République».

Devant son café lundi matin, Pierre, polo noir au col rose, tempêtait : «Ce serait une mauvaise décision, elle doit s'altérer, elle n'a aucune chance, c'est prendre un risque inutile.» Pour ce consultant en entreprise de 60 ans qui a voté pour le NFP, «il n'y a pas de dilemme, la candidate du PS est social-démocrate». «C'est de l'ego mal placé, embrayait Jean-Louis, 61 ans et ancien infirmier à la retraite, qui a aussi voté à gauche. C'est là qu'on voit les limites du centre, quand il s'agit de défendre les copains, ce n'est pas pour eux !» Une «honte» pour Anne et Jacques, attablés non loin et électeurs de gauche.





A Paris, dimanche.  
PHOTO DENIS ALLARD

Jean-Jacques Lasserre, figure locale du MoDem, actuel président du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques et père de Florence Lasserre, enfonçait le clou, cité par le journal *Stad Ouest* : il expliquait ne pas «voir pourquoi» ses candidats se désisteraient, face à une alliance de gauche «contre-nature», dans «l'impossibilité de gouverner» et ce, malgré «la très forte poussée du Rassemblement national dans les villes comme dans les campagnes».

«Sacoquinier». Maurice lisait son journal en attendant son plat du jour. Ce commercial de 58 ans, électeur convaincu de la députée sortante, «comme toute sa famille», l'encourageait à se maintenir : «Je préférerais cela parce qu'au moins, je pourrais voter pour elle au second tour, sinon je voterai blanc.» Pour lui, pas question de «sacoquinier» avec les deux autres candidats, même s'il se concède à la socialiste d'être «quelqu'un de bien, pas extrémiste». Aurait-il réfléchi autrement avec un RN en tête ? «Dans notre circonscription, ce n'est pas risqué de se maintenir, ça ne changerait pas la donne.» Il ne savait pas encore que sa candidate allait finalement se désister, appelant ses électeurs «à voter en conscience et en responsabilité».

CAROLE SUHAS

Correspondante au Pays basque

## LR entre «ni-ni» national et «sauve-qui-peut» local

Malgré les discours d'appareil contre le «danger de l'extrême gauche», les députés sortants républicains savent qu'ils pourraient sauver leur siège grâce au retrait de candidats du Nouveau Front populaire.

Qu'il doit être douloureux, pour des candidats Les Républicains partis en campagne en brandissant l'épouvantail du péril rouge, secoués dimanche soir par la vague du Rassemblement national aux législatives, de recueillir le soutien de candidats du Nouveau Front popu-

laire pour le second tour. Et pourtant. C'est grâce à ces désistements en cascade que les candidats LR opposés au président officiel du parti, Eric Ciotti, et à son alliance avec l'extrême droite, peuvent espérer sauver leur peau.

Dimanche soir, la direction du parti s'est cramponnée à sa stratégie du «ni-ni», en vigueur depuis les cantonales de 2011 et réitérée aux législatives de 2012 : ni Front national, ni front républicain. Dans la lignée droitière du sarkozysme, les ténors LR ont ainsi plastronné, après le premier tour, en prétendant combattre «des outrances d'une extrême gauche dominée par La France insoumise qui veut démolir nos institutions», tout comme le «pro-

gramme démagogique» du RN. Si le «ni-ni» de la droite penche en réalité nettement contre la gauche – le patron par intérim du parti, François-Xavier Bellamy, ayant estimé dimanche que «le danger qui pèse sur notre pays aujourd'hui, c'est l'extrême gauche» –, sur le terrain, les troupes LR évitent d'étaler cette position.

### Coups de menton

«Il y a la ligne nationale, et le sauve-qui-peut au local», concède un cadre du parti, conscient du décalage entre les coups de menton de l'appareil national et les réalités territoriales. Rare voix à rebours de ces discours, le sénateur LR de la Manche Philippe Bas, ancien ministre de Jacques Chirac, a

estimé sur X (anciennement Twitter) lundi que «le danger immédiat pour notre pays, c'est le RN, proche de la victoire avec son programme de déclin économique et d'atteinte à l'Etat de droit».

Sur 59 élus sortants, 33 sont en ballottage défavorable. Treize vont devoir directement compter sur le désistement de candidats socialistes, écologistes, insoumis ou communistes. En Eure-et-Loir, l'ancien chef des députés LR, Olivier Marleix, aux positions aussi radicales à l'endroit du macronisme que tranchées sur la gauche unie, va devoir gratter des voix dans ces deux électorsats s'il veut combler les treize points de retard pris sur son adversaire RN. Décrite comme indéboulonnable, Michèle Tabarot vacille elle aussi dans son fief du Cannel, dans les Alpes-Maritimes. Avec neuf points de retard sur l'extrême droite, elle a eu la politesse de lâcher du bout des lèvres un «merci» au candidat socialiste José Garcia Abia, qui s'est désisté.

### Garanties réclamées

«Au national, on est obligé d'avoir un discours de ni-ni, argue un conseiller LR, proche de la direction. On ne peut pas pleurer auprès de la gauche pour qu'elle se retire à notre profit. Ça serait mal perçu chez notre électoral...» Le même concède toutefois que les négociations battent leur plein entre des candidats de gauche, en retrait, et des LR menacés. Certains réclament des garanties pour les prochains scrutins, notamment les municipales... «Il ne faut pas se prostituer, prévient ce même conseiller. Au final, ils vont se retirer.» La jeune garde du parti (Julien Dive, Pierre-Henri Dumont, Justine Gruet, Jan Boucard ou Raphaël Schellenberger) est elle aussi en difficulté. Tous esuient la poussée du RN dans leurs circonscriptions.

Outre les cas de désistement, les qualifiés en tête au premier tour devront, eux aussi, grappiller des voix macronistes, voire de gauche, tant l'écart avec le RN est parfois mince. Dix-neuf sortants LR sont ainsi en ballottage favorable. C'est le cas d'Annie Genevard (Doubs), Aurélien Pradié (Lot) ou Laurent Wauquiez dans son fief de la Haute-Loire : le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes dépasse son concurrent RN de 1922 voix (sur 74 866 exprimées). C'est peu. «Nous avons toujours eu, chez nous, mettre de côté nos différences de sensibilité lorsque l'essentiel était en jeu, l'avenir de notre département et du pays», a-t-il déclaré dimanche soir au Puy-en-Velay. S'épargnant, lui aussi, de trop cogner sur sa rivale écologiste – et ses 18 % au premier tour.

VICTOR BOITEAU





# Marine Tondelier, «trait d'union» et révélation de la gauche

La cheffe des Ecologistes revendique de débattre avec Bardella qui lui préfère Mélenchon. L'élue d'opposition face au RN à Hénin-Beaumont est en première ligne dans les appels au barrage, faisant oublier l'échec des verts aux européennes

Par  
**SACHA NELKEN**

«**N**ous l'avons fait.» Il est à peu près 22h20 ce lundi 10 juin, devant le 11, rue des Petits-Hôtels, dans le X<sup>e</sup> arrondissement de Paris, lorsque Marine Tondelier, veste verte dont elle a fait costume politique, officialise la pose de la première pierre du Nouveau Front populaire. La secrétaire nationale des Ecologistes et ses homologues socialistes, communistes et insoumis viennent de toper sur le principe de candidatures uniques dans toutes les circonscriptions après une campagne européenne au cours de laquelle ils n'ont cessé de se déchirer. «Il n'y avait rien de calculé», jure son entourage. Mais l'image illustre le travail de (ré)union entamé par la native d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) pour réconcilier les gauches. Et devient le point de départ d'une séquence qui lui offre le beau rôle à gauche.

## PALABRES

Son travail débute une fois la dissolution prononcée. L'ancienne assistante parlementaire de Cécile Duflot, formée par l'ex-ministre du Logement aux palabres internes, passe sa nuit au téléphone. Son objectif : convaincre tout le monde de se mettre autour d'une même table. Alors que les Ecologistes avaient

commencé à esquisser un projet d'alliance avec les socialistes et les frondeurs insoumis pour 2027, Tondelier explique au PS qu'elle ne se voit plus faire sans les mélenchonistes. Au noyau dur de LFI, elle martèle qu'une union n'aurait aucun sens sans les roses. La peur de voir l'extrême droite au pouvoir fait le reste. Tout le monde se retrouve à discuter chez les Ecologistes. «Marine a été un vrai trait d'union», vante son équipe.

«À gauche, tout le monde s'est rapidement rendu compte qu'il fallait s'allier face à l'extrême droite, mais peut-être que chez Marine cette nécessité est apparue de façon plus immédiate», croit savoir un proche, en référence à son mandat d'élue d'opposition à Hénin-Beaumont. Depuis 2014, elle subit le RN et ses insultes à chaque conseil municipal. La native du Pas-de-Calais connaît ce que représente la vie d'un territoire dirigé par l'extrême droite. Depuis des années, elle raconte les pressions, les tensions. «Face à l'extrême droite, il ne faut jamais baisser les yeux, jamais baisser la tête et surtout jamais baisser les bras», a-t-elle martelé en campagne. Lundi, elle mentionne sa ville quand, sur France Inter, en sanglots, elle dénonce le «comportement de lâche et de privilégié» de Bruno Le Maire qui refuse de choisir entre LFI et le RN. Une intervention qui arrive après

une autre, remarquée, la veille, place de la République à Paris.

## «DANS LES YEUX»

«Elle a joué un rôle utile, elle est l'une des figures de gauche qui ont émergé dans cette campagne», salue le communiste Jan Brossat. En coordination avec le communiste Fabien Roussel et le socialiste Olivier Faure, c'est elle qui tente, à quelques jours du premier tour, d'enterrer l'hypothèse d'un Jean-Luc Mélenchon à Matignon : «Il ne sera pas Premier ministre», affirme-t-elle à l'AFP le 24 juin. En vain. Deux jours plus tard, c'est elle, encore, qui met la pression, dans un courrier, sur les chefs de partis de la droite et du centre en les interrogeant sur les futurs désistements : «Je veux qu'ils m'expliquent les yeux dans les yeux pourquoi ils ne font pas la différence entre l'extrême droite et la gauche.»

Lundi, la seule femme cheffe d'un des partis du Nouveau Front populaire doit s'employer pour ne pas être effacée par ses adversaires et concurrents (que des hommes) du débat à trois que souhaite organiser France 2 jeudi. Lorsque Mélenchon balance sur X que «monseigneur Bardella a raison, il y a besoin d'un débat entre les deux projets pour les Français» et que c'est «aux insoumis, premier mouvement en nombre d'élus au premier tour du Nouveau Front populaire» que doit revenir la

Marine Tondelier (les Ecologistes) et Manuel Bompard (La France

place sur le plateau, Tondelier riposte illico : «Monsieur Bardella, nous nous sommes réparti les débats. Après Manuel Bompard et Olivier Faure, c'est à mon tour de représenter notre coalition au troisième débat. Dois-je comprendre que vous n'osez pas débattre avec moi ?» Son parti lance dans la foulée une campagne avec le mot d'ordre «Où sont les femmes ?». «Les femmes ont leur place en politique et doivent être représentées notamment dans les grands moments de l'histoire où, trop souvent, elles ont été invisibilisées», martèlent les Ecologistes dans un communiqué.

Reste que la patronne des Ecologistes s'en sort bien. On a (presque) oublié que son parti a frôlé la catastrophe en passant tout juste la barre des 5 % aux européennes et n'a envoyé que cinq eurodéputés à Strasbourg. Contestée en interne, elle est aussi vive, chez certains socialistes comme une dirigeante prête à tout pour sau-

verser ses élus. «Ils se sont jetés sous les tables et ont fait les carpettes», estime un élu PS, pointant les renoncements programmatiques et les dons de circonscriptions aux insoumis en échange de la garantie de sauver ses députés. «C'est d'un cynisme incroyable, s'étrangle un proche de Tondelier. On n'avait pas de raison de disparaître. Si on faisait le deal d'un côté ou de l'autre, on aurait eu plus de circons qu'on n'en a jamais eu. Puis dire que nos électeurs sont semblables à ceux des insoumis, c'est faux du point de vue de la sociologie électorale.» L'image qu'elle a donnée des écologistes dans la période masque tout de même le bilan maussade qu'elle porte depuis 2022. La secrétaire nationale restait sous la menace – dissuade depuis la dissolution – d'un congrès extraordinaire réclamé par certains opposants internes. «Marine est une miraculée, ricane un insoumis. J'espère qu'elle a envoyé un SMS à Macron pour le remercier.»







insoumise) dimanche soir place de la République, à Paris. PHOTO CHA GONZALEZ

# Mélenchon ramène la tension sur ses cas personnels

**L'activisme du chef des insoumis, «épouvantail» dans l'opinion, est ressenti durement sur le terrain par de nombreux candidats du NFP.**

Jean-Luc Mélenchon est omniprésent. Plus ses partenaires de gauche le pressent de se mettre en retrait, plus il se met en avant. Après avoir pris ses alliés du Nouveau Front populaire de court dimanche soir, en prenant la parole avant tout le monde, le leader insoumis continue d'embarrasser son camp. Alors que Marine Tondelier s'était proposé de représenter la gauche lors du débat d'entre-deux tours face à Gabriel Attal et Jo-

rdan Bardella, l'ancien candidat à la présidentielle a affirmé qu'il fallait plutôt un insoumis. «Monsieur Bardella a raison, il y a besoin d'un débat entre les deux projets, a-t-il écrit sur X en réponse au président du RN et aspirant Premier ministre, qui s'est dit prêt à débattre avec lui. Le candidat du Nouveau Front populaire pour la primature n'a pas été désigné. Il doit donc s'adresser aux insoumis, premier mouvement en nombre d'élus au premier tour du Nouveau Front populaire.» «Ce sera soit Mélenchon à Matignon, soit un autre insoumis», a ensuite affirmé Sophia Chikrou en faisant son entrée à l'Assemblée avec les candidats élus au premier tour. «S'il est appelé à débattre par Attal et Bardella, c'est parce qu'il est celui qui leur permet de ga-

gner», s'agacait déjà un cadre socialiste avant le premier tour. Au sein du Nouveau Front populaire, des dizaines de candidats racontent à quel point Mélenchon est devenu «un repousseur».

## Energie

À gauche, beaucoup s'étranglent aussi de voir les forces insoumises se concentrer sur des circonscriptions acquises alors que partout, des candidats doivent se battre contre l'extrême droite. Depuis que la direction de LFI a désinvesti les députés sortants Raquel Garrido, Alexis Corbière, Danielle Simonnet et Hendrik Davi, beaucoup d'énergie militante est consacrée aux candidats choisis à leur place. Après l'annonce des résultats dimanche soir, Sophia

Chikrou a averti sur une boucle à destination des militants : «On va se mobiliser désormais à Paris pour Céline Verzeletti.» La syndicaliste de la CGT est pourtant arrivée loin derrière la sortante Danielle Simonnet, en tête dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Lundi, Simonnet, Garrido, Autain et Corbière ont donc organisé une conférence de presse pour appeler au désistement des candidats de gauche arrivés en deuxième position. «Quel est le sens d'un deuxième tour entre deux candidates qui défendent le même programme ? Quelle perte de temps ! Quelle irresponsabilité déplorable face à l'enjeu historique devant nous», a amorcé Danielle Simonnet, qui dénonce «une violence en totale opposition avec le projet d'émancipation que la gauche doit porter», avec des militants insoumis purgés en silence par dizaines pour leur soutien aux dissidents. «On a l'impression que le but n'est pas de faire élire des députés mais d'en faire perdre certains», a ensuite dénoncé Alexis Corbière.

Le député sortant, lieutenant de Mélenchon pendant trente ans, a dénoncé «la calomnie, les vilénies». «Plus de 200 militants sont venus dans ma circonscription, près de huit députés, des grands intellectuels parisiens, venus expliquer que je n'étais pas de gauche», s'est-il ému en référence à Edouard Louis et Geoffroy de Lagasnerie, venus soutenir la candidate concurrente. Corbière est pourtant arrivé en tête de cette «primaire de la ruffin», comme l'avait qualifiée François Ruffin.

## Echec de sa ligne

«A Montreuil, c'était un référendum pour ou contre Mélenchon, a résumé Raquel Garrido. La requête de ces bulletins, c'est de passer à l'après-Mélenchon.» Arrivée derrière le candidat investi par LFI, cette figure historique du mouvement a de son côté dû rappeler qu'elle n'était pas née en France, puisque certains insoumis ont dépeint les sortants comme des blancs, privilégiés, qui ne voulaient pas laisser leur place à des représentants de la diversité : «Je suis devenue française à 25 ans. Nous mettre en opposition les racisés, les immigrés, c'est très malsain et insincère.» La candidate, qui a rappelé que le seul tort des purgés est d'avoir interrogé la stratégie de Mélenchon, promet son désistement si les «candidats officiels» arrivés derrière ses camarades évincés en font de même.

À Marseille, le géographe Allan Popelard, investi face à Hendrik Davi, a tenté jusqu'au bout de faire céder le sortant, pourtant arrivé légèrement devant lui, mais derrière le RN qui pouvait emporter la circonscription. «Vu la faiblesse de l'écart en voix, la question de ton retrait se pose», lui a dit le camp Popelard dans la matinée, en menaçant : «Si ce n'était pas le cas, il y aurait de toute façon une procédure qui pourrait déboucher sur une élection partielle et une amende pour toi et un risque d'illégalité.» Le candidat LFI a finalement accepté de se désister... tout en annonçant un recours dès le 8 juillet.

Pendant ce temps, des candidats du NFP bataillent contre l'extrême droite dans leur circonscription. C'est le cas de François Ruffin, arrivé en deuxième position derrière la candidate du RN. Certains insoumis se réjouissent de le voir en difficulté, y voyant l'échec de sa ligne politique : aller chercher les classes populaires partout, dans la «France des bourgs et la France des tours», quand Mélenchon considère aujourd'hui que les voix sont dans les centres urbains et les quartiers populaires, et les électeurs RN, irrécupérables. Dans la Somme, le député sortant parvient pourtant à faire reculer l'extrême droite par rapport aux européennes. Ces victoires locales seront déterminantes pour empêcher Jordan Bardella d'obtenir une majorité absolue.

CHARLOTTE BELAÏCH





# «Le socle de l'électorat RN s'est élargi depuis deux ans»

Ces dernières années, le vote d'extrême droite a progressé parmi les diplômés, les cadres et dans toutes les classes d'âge. Pour Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos, le parti a notamment bénéficié de l'abandon par la gauche des classes populaires.

Recueilli par  
**ÈVE SZEFTEL**  
Infographies **ALICE CLAIR**

Un électeur sur trois a voté pour un candidat RN ou allié pour ces législatives, soit presque deux fois plus que le record de 2022. Qui est-il ? Plus seulement un homme, ouvrier ou employé, peu diplômé et vivant dans un trou paumé : ce peut être une femme, gagnant bien sa vie après un bac +3, urbaine et catholique pratiquante, détaille Brice Teinturier, le directeur général délégué d'Ipsos, sur la base d'une enquête réalisée avant le premier tour des législatives et baptisée «Sociologie des électors». Mais pour le sondeur, «c'est aussi parce que la gauche s'est concentrée dans les grandes villes et les banlieues et a déserté le rural que le RN a pris souche : il n'est fort que de la faiblesse de la gauche et de l'absence d'une offre politique adressée à l'électorat populaire. **Pouvez-vous nous dresser le portrait-robot de l'électeur RN ?** Il y a quelques années, c'était avant tout un ouvrier ou un employé, habitant moins le rural qu'une zone désindustrialisée, peu diplômé et globalement insatisfait de sa vie. Ce socle demeure mais il s'est élargi depuis deux ans. D'abord, toutes les classes d'âges sont concernées, les

moins de 35 ans comme les retraités. Et ce ne sont plus seulement massivement des ouvriers ou des employés, mais également des professions intermédiaires, la classe moyenne. Un peu de cadres, beaucoup moins que la moyenne, mais plus qu'auparavant. Et même s'il reste le parti des moins diplômés, il a progressé chez les bac +2 et a doublé chez les bac +3. Et la conséquence, c'est que les niveaux de revenus sont moins caricaturaux, avec des gens plus fortunés qui votent maintenant pour le parti à la flamme (32 % d'entre eux gagnent plus de 30 000 euros, ndr).

**Qu'en est-il de la géographie ? Notez-vous aussi un élargissement ?**

Non. J'ai toujours dit que la Marine des champs et le Macron des villes, c'était très largement faux. Dans le rural, vous avez des gens qui sont plus pauvres que dans l'urbain. La variable, c'est moins le rural versus l'urbain que le niveau de richesse, le niveau d'isolement, la capacité à être confronté à de l'altérité et à une offre politique différente. C'est aussi parce que la gauche s'est concentrée dans les grandes villes et les banlieues des grandes villes

— pour la France insoumise — et a déserté ces territoires-là qu'il y a ce phénomène. Ce n'est pas le rural qui, par essence, serait plus porté sur le RN que l'urbain. Si demain, la richesse et les services publics sont mieux répartis dans ces territoires ruraux, ça changera la donne. Et si vous aviez un Parti socialiste plus présent dans ces territoires, comme il l'était à une époque, qui soit capable de contrebalancer le RN, là aussi les choses pourraient être différentes. Mais il y a un moment où le PS a cessé d'intéresser

aux ouvriers, aux employés, aux petites gens. D'ailleurs, La France insoumise ne s'y intéresse pas non plus, elle s'intéresse au vote populaire des territoires urbains et le fait sur un registre identitaire — religieux, généré, ethnique, culturel, communautaire... De ce point de vue, elle se rapproche de la stratégie du Rassemblement national.

**Dans le programme du Nouveau Front populaire, il y a pourtant la baisse de la TVA, l'augmentation du smic, etc.**

C'est bien le minimum ! Mais chez les insoumis, seul François Ruffin a identifié l'enjeu de la réindustrialisation, contrairement à La France insoumise canal Mélenchon. A gauche, depuis longtemps, il n'y a pas de travail en profondeur de reconquête des milieux populaires, de compréhension de la façon dont ils vivent. Et c'est ce qui nourrit la colère, mais aussi l'espérance avec le RN : ils ont le sentiment d'être mieux compris et représentés par le RN que par la gauche. Quand vous regardez les zones de crédibilité comparées des différentes formations, là où Marine Le Pen cartonne, c'est sur la réponse : «comprendre les problèmes des gens».

**L'électeur frontiste est-il plus qu'avant une électorale ?**  
Oui, là aussi il y a un élargissement. Les femmes étaient beaucoup plus résistantes au vote Front national puis RN car elles étaient restées à des solutions perçues comme extrêmes ou violentes. A cet égard, la stratégie de désextrémisation du RN fonctionne. L'autre composante qui a joué, c'est quand le RN se pose en rempart contre l'islam radical qui voudrait interdire aux femmes certains habits ou les confiner, évidemment que ça parle à une partie des femmes. Notamment dans des territoires où il y a une présence de l'islam radical qui fait pression sur les codes vestimentaires, dans les écoles ou ailleurs.

**Même si elles ne sont pas directement confrontées au problème ?**

Oui. Elles peuvent s'identifier à des situations et se dire qu'elles pourraient être victimes à leur tour. Et puis les gens ne sont pas enfermés dans leur territoire, ils se promènent ! Le RN a très habilement joué sur du velours mais aussi sur une réalité, et ça a permis de déclencher en partie son vote auprès des femmes.

**Et la religion ? Est-ce aussi un déterminant du vote en faveur du RN ?**

C'est l'une des plus vieilles variables de la science politique ! Ce qu'on retrouve, c'est que lorsque vous êtes catholique pratiquant, vous votez plutôt à droite, mais ce qui est nouveau c'est qu'il y avait jusqu'à une date récente une résistance des catholiques pratiquants au RN parce qu'il y a une tradition sociale, dans la suite du Sillon de Marc Sangnier, qui prônait la fraternité. A l'autre bout, il y avait la frange des catholiques intégristes que le FN a courtisé, mais qui était minoritaire. C'était les sans religion qui pouvaient basculer très facilement. On voit que ça se rééquilibre. Ils arrivent aussi à toucher les catholiques pratiquants réguliers : c'est aussi un des effets de la désextrémisation. ➤

## Les circonscriptions où le RN est arrivé en tête

Comparaison des circonscriptions ayant mis le RN en tête lors des premiers tours des législatives 2022 et 2024

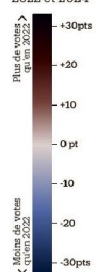
Circo où le RN est...

- En tête en 2024 et en 2022
- En tête en 2024 uniquement
- En tête en 2022 uniquement
- Pas en tête

Scores des candidats LR allié au RN (rouge) pour 2024  
Source : ministères de l'Intérieur

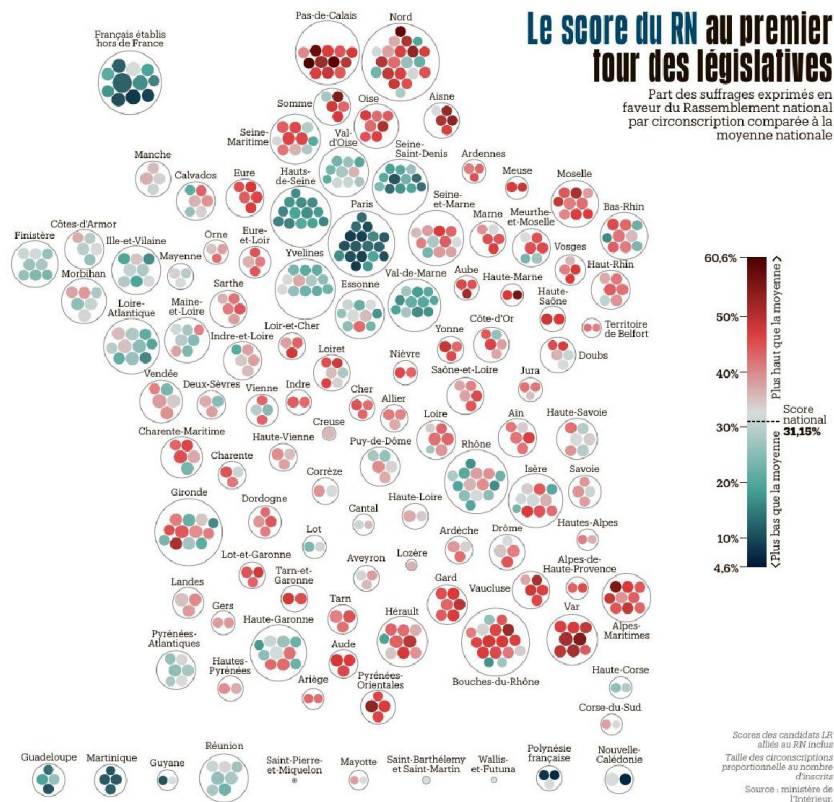
## La progression du RN par rapport aux dernières législatives

Différence de points entre les suffrages exprimés lors des premiers tours des législatives 2022 et 2024



Scores des candidats LR allié au RN (rouge) pour 2024  
Source : ministères de l'Intérieur





conduirait le pays au désordre, à l'insurrection et à la ruine de notre économie. De l'autre, l'union nationale que j'ai l'honneur de conduire aux côtés de Marine Le Pen, Eric Ciotti et de nos alliés.» A grand renfort d'exagérations, voire de fausses informations, le NFP est paré de tous les vices, accusé de vouloir «ouvrir grand les vannes de l'immigration et libérer 20% des détenus». Il signifierait «une régression inédite de l'ordre public, un recul sans précédent de nos libertés, [...] des augmentations massives de taxes et d'impôts frappant la France du travail», met en garde l'aspirant Premier ministre dans une Lettre ouverte aux Français publiée lundi matin. En plus de vouloir remettre en cause les deux lois macronistes, soutenues et portées par la droite, contre les squats – et donc de «piéner le droit à la propriété privée» –, et contre le «séparatisme islamiste», la gauche est accusée d'antisémitisme.

Le jeune homme va même jusqu'à qualifier ses adversaires d'«incendiaires», comme au temps de la Commune de Paris. «J'avoue que je suis assez surpris de voir un président de la République venir au secours d'une extrême gauche violente qui appelle à l'insurrection», a-t-il appuyé lundi soir sur TF1. Quoi de plus naturel, chez un Bardella qui tente depuis deux ans de redessiner un clivage droite-gauche encore mal vu dans sa famille politique. «Le grand affrontement qui vient, c'est ordre contre désordre», confiait l'apprenti-Badin-guet (le surnom de Napoléon III) au Parisien en juillet 2022, préfigurant que «le clivage (al-lait) réemerge sous cette forme», et annonçant la fin du macronisme. La suite ne lui a pas donné tort, même si la reconfiguration a pris du temps. La campagne des européennes l'a vu tenter une nouvelle théorie un peu boiteuse mettant aux prises les partisans de la puissance et ceux du renoncement, en reprenant à son compte le manichéisme macroniste. «Je suis le candidat de la raison face aux extrêmes», prétend alors Bardella qui dit aussi combattre «toute forme d'excès».

**Poisson pilote.** Marine Le Pen a beau assurer ne pas croire, encore mi-juin dans le *Figaro*, à «un retour du clivage gauche-droite», elle laisse la première ligne à son poulain qui fait des ravages à droite. La députée du Pas-de-Calais laisse aussi un ancien de l'UMP, Sébastien Chenu, annoncer son intention d'aller braconner chez les LR, en cas de majorité relative du RN dimanche soir. «Il peut y avoir des députés qui, aujourd'hui, sans être dans notre alliance avec Eric Ciotti, pourraient quand même vouloir que l'Assemblée ne soit pas bloquée», s'est avancé le député du Nord, réélu dès le premier tour. Ce proche de Le Pen, fin connaisseur des rouages de l'Assemblée et surtout de ses élus dont il apprend consciencieusement les noms par cœur, joue le poisson pilote de sa patronne, moins madrée que lui, chuchote aux journalistes qu'il déjante avec des députés de l'ex-majorité, ou que tel membre du groupe LR pourrait incessamment rejoindre ses bancs.

Une stratégie qui n'a pour l'heure pas porté ses fruits puisqu'Eric Ciotti n'a amené dans ses valises qu'une de ses proches, députée elle aussi des Alpes-Maritimes. Même si, sur le terrain, la réalité des relations entre le LR qui n'ont pas suivi le Niçois et l'extrême droite est loin de tout cordons sanitaire. Preuve en est, la réaction de Frédéric Masquelier maire de Saint-Raphaël, commune du Var collée à Fréjus, la ville de David Rachline, qui déclare dans Var Matin que l'extrême gauche serait «le plus grand des dangers». Proche du Cannois David Lisnard, Masquelier n'en cogère pas moins depuis des années son agglomération avec le vice-président du RN. De quoi faciliter les alliances, après le 7 juillet.

NICOLAS MASSOL

# Le RN se focalise sur Mélenchon et courtise LR

**Débarrassé des macronistes, le parti d'extrême droite s'efforce désormais de présenter l'ancien candidat à la présidentielle comme le leader du Nouveau Front populaire et en fait sa principale cible. Revenant à un clivage droite-gauche, il drague par ailleurs les potentiels députés LR en vue de constituer une majorité.**

**I**l lui parle du salaire parental pour les femmes au foyer, du déboursement de l'interruption volontaire de grossesse ou encore de la suppression de l'aide médicale d'Etat pour les étrangers. Ostensiblement, elle le snobe, trie ses fiches et finit par étaler la Voix du Nord sur la grande table en verre de l'émission *Des Paroles et des Actes*. Ce soir de février 2012, sur le plateau de France 2, Jean-Luc Mélenchon débat contre Marine Le Pen. Enfin, essaie. Le chef de file du Front de gauche a beau attaquer le programme de l'extrême droite, la nouvelle présidente du Front national refuse de lui répon-

dre. «Je ne peux pas débattre avec la voiture-balai de monsieur Hollande. [...] Vous n'êtes pas un vrai candidat. [...] Vous n'êtes pas du tout au même niveau électoral que moi», lui décoche t-elle, entre autres amabilités. Annoncée troisième de l'élection, la candidate tente alors de se hisser à la table des mastodontes Hollande et Sarkozy, et voit d'un mauvais œil cette petite finale face à un Mélenchon qui a d'ores et déjà annoncé voter pour le socialiste au second tour.

**Joute.** Douze ans plus tard, c'est au tour de l'extrême droite de courir après le tribun de la gauche radicale, pour exiger un débat. «J'appelle le Nouveau Front populaire à sortir de l'ambiguïté: Jean-Luc Mélenchon s'est déclaré candidat au poste de Premier ministre, une majorité de candidats NFP qui sont qualifiés au second tour le sont sous la bannière de LFI, et moi je souhaite débattre projet contre projet avec une alliance qui représente un péril existentiel pour la nation», a provoqué, lundi matin, le président du RN, Jordan Bardella. Désormais, seul l'insoumis compte aux yeux des lepénistes, qui résument toute l'union de la gauche à cette seule figure. Quitte à enjambrer la joute

prévue avec la patronne des écolos, Marine Tondellier (lire page 7).

La nouvelle donne en dit, certes, long sur le leadership conquis par Mélenchon sur la gauche. Elle révèle aussi la faculté du RN à changer d'adversaire privilégié, en fonction de ses intérêts. Ennemie préférée des macronistes, Marine Le Pen a longtemps défendu le clivage entre «patriotes» et «mondialistes», comme le nouvel axe redessinant le paysage politique hexagonal. Cet affrontement avait l'avantage d'asphyxier la gauche et la droite traditionnelles en installant un duel entre deux contraires, aux sociologies et géographies caricaturalement opposées. Face aux catégories sociales supérieures des grandes métropoles, Le Pen avait même tourné une vidéo, en 2017, pour appeler les électeurs insoumis à «faire barrage à Emmanuel Macron».

Si tôt les résultats connus, dimanche soir, le RN a vite troqué son adversaire favori. Exit le «camp présidentiel encore largement désavoué», qui «n'est plus en mesure de l'empêcher». «Désormais le choix est clair et deux chemins s'offrent à la France, a martelé Bardella dans son allocution. D'un côté l'alliance du pire, celle du Nouveau Front populaire rassemblée derrière Jean-Luc Mélenchon, qui





# Dans le Nord, la vague RN emporte Fabien Roussel et le dernier bastion communiste

**Aux mains du PCF depuis plus de soixante ans, la 20<sup>e</sup> circonscription du Nord a plébiscité l'extrême droite. Malgré son fort ancrage local, le patron du parti et député sortant a été défait dès le premier tour dimanche soir.**

**A** Saint-Amand-les-Eaux, dans la 20<sup>e</sup> circonscription du Nord perdue dimanche par Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste français, on n'en revient pas. «C'est un choc, avec tout ce qu'il a fait, il prend vraiment à cœur les problèmes des gens», s'apitoie une dame, croisée sur le parking d'un supermarché discount, à deux pas du local de campagne où les militants préfèrent ne rien dire. Ils en ont trop gros sur la patate, ces 31,19% des voix, contre 50,30% pour Guillaume Florquin, Rassemblement national, élu au premier tour.

«Peste et choléra», Fabien Roussel a été trahi par les siens, dans le dernier bastion communiste du Nord, là où il est connu

comme le loup blanc. «On le voit faire ses courses, courir le long de la Scarpe», souligne Gregory, 48 ans, responsable commercial. Il a le vote plutôt à droite, sauf pour les élections locales, municipales et législatives, où il choisit le Parti communiste, sans hésitation, pour leur bonne gestion et leur ancrage. Il soutient encore Emmanuel Macron, «un homme très intelligent, qui sait ce qu'il va faire» avec le RN. Pour Roussel, son analyse est simple: «Il paye le rassemblement à gauche, c'est une erreur qu'il n'aurait pas dû commettre, une erreur fatale», estime-t-il. Avec en repoussoir Jean-Luc Mélenchon. Anita, 72 ans, ancienne VRP, lève les mains au ciel et soupire: «J'ai rencontré M. Roussel au repas des anciens, et je lui avais bien dit, la plus mauvaise chose que vous pouvez faire c'est de vous associer à Mélenchon. Moi, entre la peste et le choléra, j'ai choisi au centre.» Pourtant, affirme-t-elle, «j'aurais bien voté Roussel, c'est communiste depuis soixante ans ici. Mais je n'aime pas les gens de La France insoumise: quand ils parlent, ils sont

agressifs et vulgaires, à la limite d'un manque d'éducation». Le Rassemblement national ne la réjouit pas: «On s'en va à l'aventure, on ne sait pas vraiment où.» Dans son village, une personne sur deux a voté RN: elle mesure le poids des faits divers, de cette fillette de 12 ans violée par deux jeunes garçons, et surtout le manque de respect ambiant, envers la police, les pompiers, les enseignants. «Ils nous même pas de respect pour la voiture de leur voisin, qu'ils brûlent», s'exclame-t-elle.

«Colère». Bruno, 59 ans, a la nostalgie de ce temps où les gendarmes les connaissaient par leur prénom. «J'avais une petite moto et quand j'enlevais une pièce, pour faire plus de bruit, ils m'interpellaient: "Bruno, ta chéane!"» Des bêtises de môme. Maintenant, quand une amie de sa fille a une demi-heure de route à pied, il préfère la ramener en voiture. «On se séquestre chez nous, pour avoir de la sécurité», dit sa femme, Nathalie, 53 ans. Ils sont tous les deux ouvriers, habitent à côté de la per-

manence parlementaire de Fabien Roussel, à Bruay-sur-l'Escaut, fermée depuis la dissolution, et qui ne rouvrira pas. «On ne le connaît pas beaucoup, s'excuse Bruno, longtemps électeur de gauche. Mais ils payent tous la colère. Nous, on n'en peut plus.» Il n'a pas de mots assez durs contre Emmanuel Macron. «On s'est dit, c'est un jeune, on va lui laisser sa chance, raconte-t-il. Mais je le trouve arrogant et irresponsable. On a le ressentiment d'être rejeté.» Avant, il estimait appartenir à la classe moyenne: «Celui qui travaillait pouvait se payer des vacances, des week-ends, maintenant il faut regarder à tout avant de se faire plaisir.» Alors, face à ce constat, il y en a qu'un seul qu'ils n'ont pas essayé. «Ce n'est pas pour jeter tout le monde dehors, précisent-ils tous les deux. Mais il faut que nous puissions retrouver notre dignité et reprendre la main sur un gouvernement qui a disjoncté.» Jordan Bardella Premier ministre ne leur fait pas peur: «C'est comme une prévision de la présidentielle, explique Nathalie. Si ça ne marche pas, elle va s'écrouler pour le RN.»

**STÉPHANIE MAURICE**

Correspondante à Lille

Photo ÉDOUARD BRIDE, HANS LUCAS



À Bruay-sur-l'Escaut, dimanche. Bruno, 59 ans, et Nathalie, 53 ans, tous deux ouvriers, estiment avoir perdu leur «dignité» depuis la crise des gilets jaunes et ont voté RN.





Sylvie et sa fille Margaux ont du mal à cacher leur sourire quand on leur demande ce qu'elles pensent des scores de l'extrême droite.

# A Libourne, l'extrême droite enfonce la forteresse de gauche

Dans la 10<sup>e</sup> circonscription de Gironde acquise aux socialistes depuis la fin des années 80, le RN est arrivé premier avec 43% des voix. Le candidat de gauche, en troisième position, a annoncé son désistement et appelle à voter pour le parti de la majorité présidentielle.

I l y a ceux qui sont « à peine surpris ». Ceux pour qui les résultats sont « un choc complet ». D'autres encore qui ont du mal à contenir leur « joie ». Au lendemain de l'annonce des résultats des législatives, les réactions sont à l'image des scores à Libourne (Gironde).

Profondément divisées. Dimanche soir, dans cette commune d'environ 25 000 habitants à l'est de Bordeaux, connue notamment pour héberger le secrétariat du père Noël et acquise à la gauche socialiste depuis la fin des années 80, le candidat Renaissance Florent Boudié (33,2%) est arrivé en tête au coude à coude avec la candidate du Rassemblement national, Sandrine Chadourne (33,05%). En seulement deux ans, le parti xénophobe et eurosceptique de Jordan Bardella et Marine Le Pen

a progressé de quinze points. Un coup dur pour cette petite ville du Sud-Ouest qui connaît pourtant un regain d'attractivité depuis le début des années 2020 grâce, soulignent ses habitants à « sa taille humaine », « son hôpital et ses commerces », ou encore « ses prix immobiliers plus accessibles », « à seulement trente minutes de Bordeaux en train ».

**Dégoût.** À l'échelle de la circonscription, la 10<sup>e</sup> de Gironde, le scrutin est encore plus tranché, témoin des disparités sociales qui existent entre les espaces ruraux et urbains. Le RN culmine avec plus de 43% des votes, loin devant Florent Boudié (29,96%). En troisième position, Pascal Bourgois (24,29%), du Nouveau Front populaire, n'est pas complètement largué, mais a choisi d'annoncer son retrait dans la foulée. « Sans ambiguïté », il appelle à voter pour le parti de la majorité présidentielle afin de faire barrage à l'extrême droite. Lundi, Annick, une électricienne de gauche, 73 ans, accusait le coup : « Ma première pensée va à mon père qui aurait eu honte de voir ces résultats. C'était un communiste, il était sur les barricades en 1936. Seul l'accouchement de ma

mère a fini par le déloger. On a encore une chance de rectifier le tir le 7 juillet », conclut-elle. Croisé sous les arcades de la place principale de Libourne, Gaëtan, 47 ans, ascensoriste, peine à cacher son dégoût. « Les électeurs du RN ont-ils loupé leurs cours d'histoire ? » fait-il mine de s'interroger. « Les gens ont la mémoire courte, mais moi, mon grand-père m'a raconté ce que c'était de combattre les Nazis. » Kevin, 26 ans, chauffeur de bus a lui aussi voté « pour la gauche », mais considère que « toutes les idées du RN ne sont pas mauvaises ». « Je comprends la colère qui monte quand on voit les incivilités partout en France », justifie-t-il.

En balade, Sylvie et sa fille Margaux ont du mal à cacher leur sourire quand on leur demande ce qu'elles pensent des scores de l'extrême droite. « C'est une très bonne chose », applaudit presque la quinquagenaire, encartée au RN depuis deux ans. Elle s'exaspère de « ne plus pouvoir sortir le soir par peur de faire une mauvaise rencontre ». Comprendre la population immi-

grée. Margaux, 26 ans, abonde : « L'été, j'évite carrément les robes pour ne pas me prendre de réflexion. » Ses collègues comptables et ses amies partagent « ce sentiment d'insécurité », assure la Libournaise.

**Tik Tok.** Le duo s'agace qu'on compare toujours le parti de « Marine et Jordan » à ceux de Jean-Marie Le Pen ou Eric Zemmour. « Ce n'est pas pareil quand même. » Plus tôt, Claude, un jeune retraité, s'offusquait : « Ils sont tous bien contents d'avoir de la main-d'œuvre étrangère pour travailler dans les vignes, mais le reste du temps, on la diabolise. » Devant les croix gammées griffonnées sur les affiches de la candidate RN, Sandra (1), 26 ans et Serena, 18 ans s'indignent : « C'est choquant, faut pas exagérer en le comparant à Hitler », s'exclament-elles. « Moi je n'ai rien contre les étrangers, jure Sandra. Si je vote RN, c'est juste pour que les gens qui profitent du système soient sanctionnés. » Salariée dans une boîte d'interim, elle a découvert Jordan Bardella sur Tik Tok il y a quelques semaines. « Il parle bien, il a l'air sympa, ça m'a grave décidé à voter pour lui. » La candidate RN dans le Libournais ? Elle n'en a jamais entendu parler.

**EVA FONTENEAU**  
Correspondante à Bordeaux  
Photo **THIBAUD MORITZ**

« Les électeurs du RN ont-ils loupé leurs cours d'histoire ? »

Gaëtan habitant de Libourne

(1) Le prénom a été modifié.

## carnet

### décès

Paris (75)

Véronique et Olivier, ses enfants, Shirine, Joseph et Christmaël, ses petits-enfants, Julien et Karl, ses gendres, Philippe, son frère, et Nathalie.

Ainsi que ses proches amis et sa famille.

partagent leur émotion suite au décès de

### Mme Christine Marty née Jaeger

survenu dans sa 75<sup>ème</sup> année, à Paris, le mardi 25 Juin 2024.

Elle nous a quittés en paix après plusieurs années de lutte ardente contre la maladie.

Maman, Mouroune, Mamie, Mamishou, Christine, Christoune, Chris, tu resteras pour toujours en nos coeurs et nos pensées.

Nous pensons tous à ton mari Didier, Papa, disparu dans sa 39<sup>ème</sup> année, le vendredi 13 juin 1986, que tu as follement aimé et vas désormais retrouver.

L'enterrement aura lieu au cimetière de l'Orme à Moineaux, à Courtaboeuf aux Ulis, le jeudi 04 juillet 2024, à 9H45.

Lyon (69)

In memoriam

Colette BLOESCH, sa maman, Camille et Gaspard BLOESCH, ses enfants,

ont le profond chagrin de faire part du décès de

### M. Philippe BLOESCH Professeur des techniques dans le spectacle vivant

décédé le mardi 25 juin 2024, à Bron, à l'hôpital, à l'âge de 66 ans.

Vous avez aimé un article ?  
Un événement ?  
Une manifestation ?  
Une association ?  
Une entreprise ?  
Une collectivité ?  
Une institution ?  
Une personne ?  
Une organisation ?  
Une association ?  
Une entreprise ?  
Une collectivité ?  
Une institution ?  
Une personne ?  
Une organisation ?

Reservations et insertions  
le jeudi de 14h à 18h pour une publication le lendemain  
Tél. : 01 47 33 80 00  
123 € TTC pour une parution  
450 € TTC pour une parution  
abonnée et associée (hors 100 €)  
Tél. 01 47 33 80 00

Vous pouvez aussi faire par votre représentant le carnet Libération.fr





Rassemblement sur la place de la République, à Paris, dimanche soir. PHOTO DENIS ALLARD

# «Toute l'Europe observe ce qu'il se passe en France»

**Dirigeants politiques comme éditorialistes passent au crible depuis dimanche les résultats des législatives françaises. Si beaucoup s'inquiètent d'une possible majorité absolue pour le RN, d'autres se réjouissent de son bon score.**

Le premier tour des élections législatives françaises a été suivi de près par nos voisins européens, qu'il s'agisse de l'Espagne, de l'Allemagne, de l'Italie ou de la Hongrie. *Libération* fait un tour d'horizon de leurs réactions.

## Espagne Garder «espoir en la gauche française»

S'exprimant lundi matin au micro de la radio Cadena SER, le Premier ministre socialiste ne tient pas «pour acquiesce la victoire de l'extrême droite» en France. Pedro Sánchez a indiqué qu'il gardait «espoir en la mobilisation de la gauche française» après le premier tour des législatives. Selon le dirigeant socialiste, on combat l'extrême droite «en mettant en place des politiques progressistes» comme le fait son propre gouvernement «depuis six ans».

«Gouverner est la meilleure façon de combattre les fake news et la désaffection que provoquent les politiques d'extrême droite», a-t-il ajouté.

## Royaume-Uni «L'ère Macron est terminée»

Outre Manche, le *Financial Times* affiche la photo de la présidente du Rassemblement national et titre : «L'extrême droite de Le Pen bat Macron au premier tour des élections anticipées en France». Le *Times* déclare que «la droite française a humilié Macron», et le *Telegraph* voit dans l'avancée du RN un avertissement pour les travaillistes, qui devront éviter de faire les mêmes erreurs que Macron une fois au pouvoir – les Britanniques votent eux aussi pour les législatives le 4 juillet.

Préoccupé, Paul Taylor, chercheur au European Policy Centre, écrit dans le *Guardian* que «l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite n'est plus qu'une question de temps», ajoutant que «l'ère Macron est terminée». Pour le leader travailliste, Keir Starmer, c'est l'occasion d'affirmer qu'au Royaume-Uni comme en Europe, «seuls les progressistes ont les réponses», et de répéter qu'il entend trouver des solutions «aux préoccupations quotidiennes de tant de Britanniques» qui se sentent déçus de la politique et pensent

que le pays est trop abîmé pour être réparé». Sa probable victoire doit montrer que «la politique est une force au service du bien». Nigel Farage, candidat d'extrême droite, estime, lui, qu'un gouvernement RN serait «un désastre», mais pour des raisons économiques.

## Allemagne «Personne ne peut rester indifférent»

À Berlin, on s'inquiète surtout pour l'Europe et pour le «moteur franco-allemand». «L'Allemagne va devoir désormais assurer un rôle plus important en Europe», constate Norbert Röttgen, responsable de la politique étrangère de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), qui déplore l'isolement du président français sur le plan international. «L'Allemagne et la France portent une responsabilité particulière pour notre Europe commune», a souligné de son côté l'écologiste Annalena Baerbock, cheffe de la diplomatie, ajoutant : «Personne ne peut rester indifférent.» Après le ralliement de Cloutier au RN, les conservateurs allemands craignent de perdre leurs interlocuteurs en France. S'ils s'alliaient avec Le Pen, les LR ne pourraient plus être des partenaires en raison des «valeurs démocratiques et chrétiennes» de la droite allemande, a expliqué Andreas Jung de la CDU. Pour

lui, Le Pen au pouvoir signifierait une rupture définitive avec l'Europe d'Adenauer et De Gaulle. L'extrême droite allemande, qui vient de faire également une percée historique aux élections européennes, interprète, elle, la victoire du RN comme un signe annonciateur à la veille d'élections régionales à l'Est qu'Alternative für Deutschland (AfD) devrait remporter largement avec plus de 30 % des voix. «Je croise les doigts [pour le deuxième tour]. Le RN, Le Pen et surtout Jordan Bardella vont obtenir un excellent résultat», a déclaré dimanche soir Alice Weidel, la coprésidente de l'AfD.

## Pologne Un phénomène «assez similaire au PiS»

Près de dix mois après la défaite électorale du national-populisme, le Premier ministre pro-européen, Donald Tusk, y est allé d'un message aussi évasif qu'incisif, s'agissant de l'extrême droite triomphante du RN et de ses alliés européens : «Ils aiment Poutine, l'argent et le pouvoir sans contrôle. Ils dirigent ou aspirent au pouvoir à l'est et à l'ouest de l'Europe. Ils unissent leurs forces au sein du Parlement européen», a cinglé Tusk sur X, au lendemain du premier tour des élections législatives, soulignant qu'en Pologne, «nous avons

inversé ce cours désastreux à la dernière minute».

Le chef de gouvernement polonais a précisé sa pensée, alors que «ces dernières heures, toute l'Europe observe ce qui se passe en France». Dans la presse polonaise, on s'intéresse surtout aux causes du raz de marée du RN. Le quotidien libéral *Gazeta Wyborcza* établit un parallèle avec le parti national-conservateur Droit et Justice (PiS), qui a dirigé le pays de 2015 à 2023 en sapant les contre-pouvoirs démocratiques. «Ce phénomène est assez similaire à celui du PiS : cela résulte de la lassitude vis-à-vis des élites, d'une vie et d'un monde de plus en plus compliqués, ainsi que d'une éducation insuffisante et d'une susceptibilité aux propositions simplistes.»

## Italie «Le futur de l'Europe se joue en France»

Première personnalité politique à s'exprimer, le vice-premier ministre (Ligue d'extrême droite), Matteo Salvini, a commenté l'issue du vote dès dimanche soir pour se féliciter «du résultat extraordinaire obtenu au premier tour par le Rassemblement national».

La présidente du Conseil, Giorgia Meloni, dont les rapports avec Emmanuel Macron sont notoirement tendus, s'est réjouie que la «diabolisation» ne fonctionne plus. La leader du Parti démocrate, Elly Schlein, ne s'était pas encore exprimée lundi après-midi. Ses lieutenants ont toutefois fait savoir que «le futur de l'Europe et des démocraties libérales se joue en France», en considérant qu'il existe encore une alternative, démocratique, progressiste et républicaine pour faire barrage à l'extrême droite.

Même analyse du côté du quotidien de centre gauche *la Repubblica* pour qui, sur la base des accords de désistements annoncés pour bloquer le RN, «rien n'est encore fait». Pour *Il Corriere della Sera*, l'enseignement principal du premier tour réside dans le fait que «la droite française est passée des héritiers de De Gaulle à ceux de Vichy et de l'Algérie française, une France provinciale et rancunière qui se croyait battue par l'histoire». Selon le quotidien libéral *Il Foglio*, le scrutin de dimanche est pour la France comparable à un «Brexit».

## Pays-Bas «Bonne chance à Jordan et Marine»

Ailleurs en Europe, des commentaires ont été adressés au RN par plusieurs tenants de l'extrême droite dès dimanche soir. Le Néerlandais Geert Wilders a ouvert le bal en souhaitant «bonne chance à Jordan et Marine», en français dans le texte, avant de les féliciter sur les réseaux sociaux, avec des émojis cœur à l'appui. Balázs Orbán, le principal conseiller du Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a lui aussi félicité le RN, en ajoutant : «La bataille commence maintenant.»

**CHRISTOPHE BOURDOISEAU** (à Berlin), **JULIETTE DÉMAS** (à Londres), **NELLY DIDOT**, **FRANÇOIS-XAVIER GOMEZ**, **ÉRIC JOZSEF** (à Rome) et **PATRICE SENÉCAL** (à Varsovie)



# ÉDITOS/

## Encore un effort pour rester démocrate et républicain

Par **SERGE JULY**  
Cofondateur de «Libération»

«Nous étions au bord d'un gouffre et nous avons fait un grand pas en avant.» C'est la phrase que nous a léguée l'ancien président de la Côte d'Ivoire Félix Houphouët-Boigny, qui fut aussi vice-président de l'Assemblée nationale française, sous la IV<sup>e</sup> République. Il ne manquait pas d'humour. Mais il se trouve que rien ne résume mieux la situation actuelle de notre pays. Et il est possible que dimanche la France – et nous avec – fasse ce pas fatal. Après des européennes catastrophiques, une dissolution surprise et un premier tour de législatives tout aussi catastrophiques, c'est peu dire que le président de la République s'est pris les pieds dans le tapis : il ne reste pas grand-chose de son ancienne majorité, pas grand-chose non plus du macronisme, cette idéologie qui ne marie pas comme certains ont pu le croire il y a sept ans le meilleur de la gauche avec le meilleur de la droite. De cette construction de bateau, il ne reste que l'arête du poisson, le «ni-ni», ni extrême droite ni extrême gauche. On ne peut pas dire qu'Emmanuel Macron ait tout fait pour faire barrage au Rassem-

blement national. Il présentait pourtant cet objectif comme central dans sa démarche. Mais c'était la posture qui lui plaisait beaucoup. En réalité, ce qu'il aimait, c'était ridiculiser Marine Le Pen. Quant à «la grenade dégoupillée» qu'il a lancée dans les jambes de la classe politique – c'est le nom de code qu'il a donné à sa dissolution –, il se l'est prise en pleine figure et elle risque d'ouvrir la porte des institutions de la République au RN. La défaite d'Emmanuel Macron se mesure au déplacement stratégique qui s'est opéré dimanche : la présidence était au centre du paysage politique, elle se retrouve aujourd'hui marginalisée. Le vote du premier tour des législatives a sanctifié l'Assemblée nationale. *The place to be*, où les choses désormais vont se passer, c'est le Parlement. Certains l'avaient anticipé en souhaitant redevenir député, les deux cas les plus significatifs étant sans doute François Hollande et Laurent Wauquiez. Lorsqu'une vague aussi importante déferle sur l'ensemble du paysage politique, elle décape. Nous avons assisté dimanche à une double mobilisation électorale, la plus forte depuis 1997 : mobilisation très large du RN et mobilisation en contre des électeurs de gauche autour des candidats du Nouveau Front

populaire. Dimanche, cette dernière fut importante, mais insuffisante pour fermer l'accès au pouvoir du RN. Beaucoup des adversaires de l'extrême droite seront sans doute déçus. Mais ce qui s'est passé dimanche avec les désistements décidés par les démocrates et les républicains est d'une grande importance. En dépend la taille de la future majorité parlementaire du RN. Car si son implantation est devenue indiscutable, si la vague nationaliste est sans doute trop forte pour être arrêtée, elle peut être contenue au point de voir le RN et ses alliés à la tête d'une majorité relative. Un scénario qui contrarierait la prise de pouvoir rêvée par les stratèges lepénistes. Longtemps, la perspective de voir la France entrer dans cette ère autoritaire et cauchemardesque fut impensable. Et même inconcevable, tant la gauche et la droite se partageaient le pouvoir depuis des décennies. Le pays n'y échappera peut-être pas. Comme aux Pays-Bas, en Slovaquie, en Finlande, ou comme aux États-Unis si Joe Biden – ou son double démocrate – devait être battu par Donald

Trump, la vague autoritaire, xénophobe, populiste et prorusse est en train d'atteindre la France de plein fouet. Il y a une citation de Camus que j'aime beaucoup : «Quand une démocratie est malade, c'est le fascisme qui vient à son chevet, mais ce n'est pas pour prendre des nouvelles.» Les mots sont trompeurs, ce n'est pas le fascisme qui nous menace, mais un modèle de démocratie contrainte et riquiqui, d'inspiration hongroise qui se répand dans le monde comme la mauvaise herbe. Et partout, les Constitutions en sont sorties en lambeaux, les dégâts commis ont été considérables. On appelle ces régimes des démocraties illibérales, les bien nommées, puisque c'est le libéralisme dans son ensemble et chacune de nos libertés qui sont attaquées. L'historienne Marlène Laruelle décrit ce régime comme «un univers idéologique de droite qui estime que le libéralisme entendu comme un projet politique centré sur la liberté individuelle et les droits humains est allé trop loin». Dans ce type de démocratie, l'indépendance de la justice est malmenée. Tous les citoyens ne bénéficient plus d'un traitement égalitaire face à la loi, ni de protections suffisantes face à l'État ou à des acteurs privés. Notre Constitution est certes malade, notre société est souvent injuste et inégalitaire, mais veut-on pour autant qu'on nous impose les méthodes du dirigeant Orbán, l'un des inventeurs de la démocratie illibérale, ce monstre constitutionnel dont il a vanté les mérites dans un discours prononcé en 2014 ? Depuis, de nombreux dirigeants s'en sont inspiré en Inde, aux États-Unis, en Asie du Sud comme en Israël. Certains y ajoutent même Poutine. Une bien joyeuse compagnie à laquelle il est encore temps de dire stop. ♦

**La défaite de Macron se mesure au déplacement stratégique qui s'est opéré dimanche : la présidence était au centre du paysage politique, elle se retrouve aujourd'hui marginalisée.**

## Après le premier tour des législatives, hurler face au mur

Par **OLIVIER LAMM**  
Chef adjoint du service Culture

8 h 25, 1<sup>er</sup> juillet 2024, dans une rue du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le XVIII<sup>e</sup> de tout au nord, d'entre deux eaux – les rues gâtifiées pleines de bars et les artères assoupies jouxtant le boulevard extérieur. Sur le chemin de l'école, une amorce d'échauffourée entre un habitant bien connu du quartier, canette de 8,6 à la main, et une mère accompagnée de son enfant, élève de grande section de maternelle, l'établissement à deux pas. Des cris qui nous ont fait traverser la rue, notre gamin au bout du bras, et la stupefaction. Le zonzard, hilare et complètement ravagé, fait mine de poignarder les rares passants qui croisent sa route chancelante avec un bout de bois. Y compris, c'est inimaginable, cette mère

et son fils, qui ne s'en est pas laissé compter, le menaçant à son tour, puis l'attaquant à coups de pied. La rue est trop peu fréquentée à 8 h 25 pour qu'une foule se forme. L'habitante en ricanant, la femme est furieuse, nos deux petits garçons rendus cois, c'est rare, par cette décharge de violence. On lui propose d'appeler la police, elle ricane à son tour, tire le bras de son petit, reprend son chemin. Décharge sans visée, ni finalité. On interprète sans doute mais quelque chose de l'effroi éprouvé dimanche soir, par nous, par des millions, nous semble avoir trouvé ici une manière de s'exprimer. Dépense d'énergie en pure perte, contre-productive, autodestructrice ; mais comment faire quand on se retrouve avec ça sur le dos, sur le bide, en plus de tout le reste : l'extrême droite est aux portes du pouvoir, parce que 10,8 mil-

lions des habitants de votre pays, de vos concitoyens, ont pris la décision en leur âme et conscience de les porter là. Dans la foulée, on a pris le métro pour se rendre à la rédaction. Comme chaque matin, on a mis de la musique dans le casque. À l'inverse de d'habitude où ce sont des musiques synthétiques douces qui font mur capitonné avec la foule dans les rames, on a poussé le volume à fond pour écouter un genre de musique qui ne fait presque jamais office de bande-son matinale sur le chemin du travail, du hard-core. Celui essentiel de Minor Threat, groupe parmi les plus emblématiques, brillants, vertueux de la scène originale, formé à Washington DC en 1980, ceux-là même qui ont lancé le mouvement straight edge – contre-culture prohibant la consommation d'alcool, de tabac et de drogues récréatives –

avec leur chanson du même nom. Au coin de la rue de l'école, on a tapé dans le téléphone le nom du groupe et de la compilation qui constitue son seul et unique album presque par réflexe. Pourquoi ? Pour la catharsis, le besoin urgent de rapidité et de hurlements dans le sang, pour toucher du bout des doigts ce sentiment de liberté qui nous étreignait plus jeune quand on découvrait la musique du groupe, en même temps que d'autres, Mobb Deep, This Heat, Nirvana, IAM – choisissez-les vôtres. Pour se remémorer ce que Minor Threat nous avait procuré en 2002, le 21 avril au soir, en rentrant d'une manifestation improvisée aux alentours de la Concorde. Pour cette chanson qui dit tant et le dit si bien, *Screaming at a Wall*, «c'est comme hurler face à un mur, un jour il tombera, tu es bien protégé à l'intérieur, et tu le sais, parce que

je ne peux pas l'atteindre. Et tu sais que ça me rend dingue». Dépense d'énergie en pure perte, puérile, futile, mais comment faire quand on se retrouve avec ça sur le dos, sur le bide, en plus de tout le reste : l'extrême droite est aux portes du pouvoir, parce que 10,8 millions des habitants de votre pays et, ou de vos concitoyens, ont pris la décision en leur âme et conscience de les porter là. Dans les concerts de hardcore, autrefois, dans les concerts de rap, de metal, de punk aujourd'hui encore, une tradition, celle du *stage diving*, consiste à monter sur scène et à plonger dans le vide, escomptant qu'on sera rattrapé vigoureusement, chaleureusement, par les camarades du public avant de toucher le sol. On a pensé à ça aussi, en écoutant Minor Threat. A ce plongeon dans le vide. A la communauté qui n'est plus. Au crash qui s'annonce. ♦



**LIBÉ.FR****Judo : Teddy Riner perd son principal rival après l'annonce du retrait**

**russe de Paris 2024** Dénonçant la politique du CIO, la Fédération russe de judo refuse finalement d'envoyer ses athlètes aux JO de Paris. Un boycott qui pourrait ouvrir une boîte de Pandore géopolitique et sportive et bénéficier à certains Français en lice cet été. PHOTO PIXSELL, MB MEDIA



Après le but consécutif à un tir de Randal Kolo dévié par le Belge Jan Vertonghen, lundi à Düsseldorf. PHOTO BERNADETT SZABO, REUTERS

# France-Belgique, l'instinct minimal

**En huitième de finale lundi, des Français sans génie ni efficacité ont occupé le terrain et le ballon face à des Diables rouges atones. Jusqu'à ce qu'un coup de dés fasse basculer le match.**

Par  
**GRÉGORY SCHNEIDER**

**L**e moins que l'on puisse dire est que les Belges et Français n'auront pas offert un spectacle à réveiller un pays déprimé lundi, à la Merkur Spiel-Arena de Düsseldorf. Mais un huitième de finale de championnat d'Europe se gagne et les Bleus ont rallié les quarts (1-0) avec leur impuissance offensive, leurs difficultés récurrentes dans

le jeu, une certaine fatigue aussi, qui aura rattrapé Adrien Rabiot ou N'Golo Kanté alors qu'Antoine Griezmann ou Théo Hernandez apparaissent complètement cuits depuis leur arrivée en Allemagne. On aura ainsi assisté à du football hautement spéculatif, pensé et exécuté pour terminer les matchs sur une marge minimale: les deux

équipes ont partagé cette idée-là. Et le perdant, quel qu'il fût mardi, n'avait aucune chance de laisser le moindre sentiment, le moindre regret derrière lui. On veut dire que si les Bleus n'ont pas fait grand-chose, les Belges n'ont pas volé leur retour prématuré à la maison non plus.

**Conciliabules.** Le sélectionneur tricolore, Didier Deschamps, avait encore modifié ses batteries tactiques en sortant un dispositif dit en

4-3-3 (quatre défenseurs, trois milieux, trois attaquants dont deux écartés sur les ailes) avec un Antoine Griezmann qui lâche son poste de meneur de jeu pour s'exiler côté droit, ce qui ne lui était plus arrivé en sélection depuis une paye. Avantage du système: sortir de l'équipe

Ousmane Dembélé, indigent depuis le début de la compétition. Et rebattre le jeu de cartes. Après, s'il n'y a pas d'as... On a d'abord été frappé par le nombre invraisemblable de conciliabules entrepris par les joueurs belges. Jan Vertonghen avec Amadou Onana, le même Onana avec Romelu Lukaku, Jérémie Doku qui s'insurgeait à chaque fois que le ballon ne lui parvenait pas, le capitaine Kevin De Bruyne qui s'en prend à tout le monde... Un véritable symposium. Autant apporter des chaises et des

pupitres. A l'allure où les deux équipes ont attaqué le match, ça n'aurait du reste pas gêné grand-monde. Le vacarme des Diables racontait cependant une histoire, trahie par le long conciliabule mené par Lukaku avec les joueurs en cercles autour de lui avant le match: une exacerbation, cette équipe au bord des nerfs qui sait devoir se faire violence pour arracher quelque chose et tenir cet état de tension. Les Bleus, eux, ont déroulé en silence. Assis sur une certaine supériorité technique et une acuité un peu meilleure dans l'utilisation du ballon, ils auront d'abord occupé la moitié de terrain adverse en père peinarde, avec patience, faisant circuler et circuler encore un ballon dont ils n'auront pas fait grand-chose. Une tête de Marcus Thuram (34<sup>e</sup>) sur un centre de Jules Koundé et une frappe d'Aurélien

Tchouaméni après un débordement féroce de Kylian Mbappé (45<sup>e</sup>+1), les deux fois au-dessus, auront constitué un maigre butin tout en ayant le mérite d'animer les débats. 0-0 aux citrons. La rencontre a bel et bien commencé, mais le bétotien pouvait s'y tromper.

Elle a commencé parce que les Bleus ont jugulé le fusil à deux coups de l'équipe belge.

**L'influence respective de Griezmann (à droite) et de Mbappé (à gauche) tendant vers zéro, la seconde période a été assez longue.**

Le premier coup: la puissance physique de Lukaku, que William Saliba gère sans effort apparent. Et la qualité de dribble de Doku, le meilleur dans cet exercice lors de cet Euro jusqu'ici (les statistiques font foi), lequel Doku voit surgir deux ou trois défenseurs tricolores dès qu'il touche un ballon. L'influence respective de Griezmann (à droite) et de Mbappé (à gauche) tendant vers zéro, la seconde période a été assez longue, encore que les Belges ont continué à l'animer par la parole, avec une bienveillance grandissante les uns envers les autres nous a-t-il semblé. Entre ça et le relatif silence des supporters français massés dans le stade, on a fini par y voir un signe néfaste pour les Bleus, d'autant que De Bruyne est allé chercher les gants du gardien tricolore Mike Maignan d'une frappe lourde. Et puis, on n'a plus rien vu du tout.

**Possédés.** Un ballon qui circule comme les autres devant la surface belge, un coup Griezmann, un coup Koundé, un coup N'Golo Kanté qui trouve Randal Kolo Muani, rentré en jeu, dans la surface: Jan Vertonghen dévie malencontreusement la frappe du Parisien et les Bleus ont pris les commandes comme ça (1-0, 85<sup>e</sup>), sur un coup de dés. Et c'est là, pendant une petite dizaine de minutes à peine, qu'on a entrevu ce que le match aurait pu être. De Bruyne et consorts se sont alors jetés sur tous les ballons comme des possédés, Doku a (enfin) été servi en première intention et il est rentré dans la défense tricolore comme un maboul se frapperait la tête contre les murs. La révolte est venue de partout. Après, on ne bat pas l'équipe de France en jouant dix minutes.

Après six jours sans match, les Bleus vont reprendre leur rythme infernal d'un match tous les quatre jours: leur quart est pour vendredi à Hambourg, et on ne voit pas comment ils vont se débarrasser des jambes d'ici là. Mais ils sont toujours dans le tournoi. Et on a le sentiment, pour ne pas parler de certitude, qu'il est inutile de leur demander plus. ➤





# MINISTÈRE DES AFFAIRES MÉNAGÈRES

*Un jour, un.e Ministre  
d'extrême droite  
pourrait remettre en question  
les droits des femmes.*

**CE JOUR NE DOIT  
PAS ARRIVER.  
LE 7 JUILLET,  
VOTEZ POUR  
LES DROITS  
DES FEMMES.  
VOTEZ CONTRE  
L'EXTRÊME DROITE.**

**ALERTE  
FÉMINISTES**





**LIBÉ.FR** **Soutenu par sa famille et les ténors démocrates, Joe Biden se dit déterminé à poursuivre sa campagne**  
Après le débat désastreux face à Trump qui a plongé sa campagne dans la tourmente, l'entourage du démocrate fait bloc. Selon un sondage CBS, 72% des Américains le jugent pourtant mentalement inapte à être président. PHOTO REUTERS

## Soudan Nouvelle percée des forces du général Hemetti dans la vallée du Nil

Une nouvelle ville soudanaise est tombée aux mains des Forces de soutien rapide ce week-end. Les troupes du général Hemetti se sont emparées de Sinja, à 370 kilomètres de Khartoum, en amont du Nil Bleu, au terme d'un raid de 75 kilomètres mené depuis Jebel Moya, conquise quelques jours plus tôt. L'armée régulière soudanaise a été rapidement submergée par l'offensive : les combattants des Forces de soutien rapide (RSF, selon l'acronyme de l'unité en anglais) ont réussi à pénétrer dans la base de la 17<sup>e</sup> Division d'infanterie, censée protéger la ville, et à prendre le contrôle des bâtiments stratégiques de Sinja. L'assaut a provoqué une nouvelle vague de déplacements des civils. Sinja est une conquête stratégique pour le général Hemetti, le leader des RSF, dont les troupes affrontent depuis quatorze mois l'armée nationale sous les ordres du général Al-Burhan.

Lire notre article sur Libé.fr

## Mauritanie Le président Mohamed Ould Ghazouani réclut le premier tour

Mohamed Ould Ghazouani a mené une campagne à son image : efficace, sans éclat mais implacable. Le président mauritanien sortant a été réélu samedi pour un deuxième mandat. Selon les résultats officiels, publiés bureau de vote par bureau de vote sur la plateforme en ligne de la Commission électorale nationale indépendante, Ghazouani a recueilli 56,12% des suffrages exprimés, soit 70 000 voix de plus qu'en 2019. Le taux de participation se situe à 55,39%. Son principal rival, le militant antiscavagiste Biram Dah Abeid, ne reconnaît pas les résultats.

## Espagne La justice refuse l'amnistie de l'indépendantiste Puigdemont

Malgré la loi d'amnistie votée en mai par le Parlement espagnol, qui devait mettre fin aux poursuites contre lui, Carles Puigdemont, ex-président de la Catalogne, ne peut pas rentrer en Espagne, après près de sept ans d'exil. Le veto vient du tribunal suprême, plus haute instance judiciaire, qui a annoncé lundi maintenir en des mandats d'arrêt lancés contre le dirigeant en octobre 2017, à la suite d'une tentative de sécession avortée de la Catalogne. Lire notre article sur Libé.fr

# Immunité présidentielle: la Cour suprême donne de l'air à Trump

Non, très cher Donald Trump, un président des États-Unis ne jouit pas d'une immunité totale, affranchissant l'ensemble de ses actes et paroles de tous comptes à rendre aux lois, aux procureurs et aux tribunaux. Mais dans une opinion historique rendue lundi, les six juges constituant la majorité conservatrice de la Cour suprême reconnaissent au chef de l'État une «*présomption d'immunité absolue*» couvrant ses actes dits «*officiels*», réalisés dans le cadre de sa fonction, sans pour autant en spécifier les contours.

Ainsi, lorsque Trump pressait fin 2020 son vice-président d'invalidiser le résultat de l'élection perdue face à Joe Biden, le juge en chef de la Cour, John Roberts, estime qu'il s'agissait là d'une conduite «*présument à l'abri de poursuites*» car «*chaque fois que le président et le vice-président discutent de leurs responsabilités officielles, ils s'engagent dans une conduite officielle*». Et la question ne se poserait même pas lorsque Trump intimait à son ministre de la Justice d'apporter une légitimité à ses mensonges sur

de prétendues fraudes électorales ou d'adresser une lettre à six législatures d'États clés les incitant à altérer les résultats du scrutin. Ces actes «*officiels*» non seulement ne peuvent être poursuivis mais ne sauraient constituer des éléments de preuves contre lui. Et «*distinguer les actes officiels et non officiels du Président peut être difficile*» comme le concède le juge Roberts.

Selon la minorité des trois magistrats progressistes opposant par écrit leur désaccord, «*avec peur pour notre démocratie*», cette position revient à «*tourner en dérision le principe, fondateur de notre Constitution et de notre système de gouvernement, selon lequel nul n'est au-dessus de la loi*». «*Au-delà du sort de cette procédure particulière, les conséquences à long terme de la décision d'aujourd'hui sont graves*», écrit la juge Sonia Sotomayor, nommée par Barack Obama. La Cour crée de fait une zone de non-droit autour du président, bouleversant le statu quo qui existait depuis la fondation [des États-Unis]. Cette nouvelle

immunité des actes officiels s'offre comme «*arme chargée*» à tout président qui voudrait placer ses propres intérêts, sa propre survie politique ou son propre gain financier au-dessus des intérêts de la nation. L'ordre d'assassiner un rival politique, coup d'État militaire afin de s'accrocher au pouvoir, perception de pot-de-vin en échange d'une grâce présidentielle... La doyen des juges progressistes affirme que pareilles dérives se trouveraient ainsi à l'abri de poursuites. Et si cette dernière était attendue, c'est qu'en dépendait la possibilité de voir Trump répondre enfin devant la justice, et d'ici à la prochaine élection, de sa tentative de renverser sa défaite contre Biden lors du précédent scrutin présidentiel, jusqu'à inspirer une insurrection contre la validation de sa défaite par le Congrès le 6 janvier 2021. Devenue de plus en plus fragile à mesure que filaient les mois, cette éventualité apparaît liquidée pour de bon. Dans un post en majuscules sur Truth Social, Trump a salué «*une grande*

victoire pour notre Constitution et la démocratie. Fier d'être américain!»

Saisie de cette question en février après une succession de décisions contraignantes de juges fédéraux, la Cour suprême a pourtant concrètement statué en partie contre l'ex-président. Mais avec suffisamment de nuances et de flou pour renvoyer cet enjeu devant les tribunaux qui devront trancher ce qui relève ou non de l'action officielle présidentielle. Surtout, ils auront pris tout, tout leur temps, réservant la divulgation de leur décision à l'ultime audience avant la coupe estivale. A défaut donc de donner pleinement raison à Trump et ses avocats plaçant que sans une immunité absolue «*la présidence des États-Unis ne pourrait pas fonctionner*», ce dérapage calendaire aurait amplement suffi à contenter l'ex-président, et faire ses affaires dans sa campagne de reconquête de la Maison Blanche, en enterrant tout risque pour lui d'être à nouveau jugé et condamné au pénal avant la présidentielle du 5 novembre prochain.

**JULIE GESTER**  
(à New York)

# #MeToo cinéma: Jacquot et Doillon en garde à vue à Paris

Les cinéastes Benoît Jacquot et Jacques Doillon, accusés par des actrices, dont Judith Godrèche, de violences sexuelles, ont été placés en garde à vue par la Brigade de protection des mineurs lundi.

Les deux hommes, qui contestent ces accusations, sont arrivés vers 9 h 30 à la Direction régionale de la police judiciaire, à Paris, accompagnés de leurs avocats. Benoît Jacquot «*va enfin pouvoir s'exprimer devant la justice*», a réagi son conseil, M<sup>e</sup> Julia Minkowski, qui a dénoncé une «*critiquable*» garde à vue. Pour M<sup>e</sup> Marie

Dosé, avocate de Jacques Doillon qui réfute toutes ces accusations en bloc, «*aucun des critères légaux ne saurait justifier cette mesure de garde à vue*», a réagi son conseil, M<sup>e</sup> Judith Godrèche. Les deux avocats ont dénoncé les «*atteintes à la présomption d'innocence*» de leurs clients et la médiatisation de ces mesures. Selon des sources proches du dossier, ces gardes à vue pourraient permettre des confrontations entre les réalisateurs et certaines de leurs actrices. Début février, Judith Godrèche a déclenché une nou-

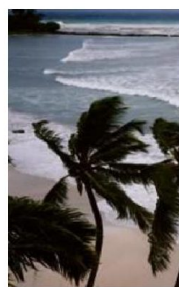
velle tempête dans le #MeToo français en accusant successivement Benoît Jacquot de viols puis Jacques Doillon d'agression sexuelle, et en portant plainte dans la foulée. L'enquête du parquet de Paris porte sur les infractions de viol sur mineur de 15 ans par personne ayant autorité, viol, violence par concubin et agression sexuelle sur mineur de plus de 15 ans par personne ayant autorité. Deux autres actrices ont porté plainte contre Benoît Jacquot: Julia Roy, 42 ans de moins que lui, pour agression sexuelle dans un

«*contexte de violences et de contrainte morale qui a duré plusieurs années*», d'après une source proche du dossier. Isild Le Besco a également déposé plainte fin mai pour viols sur mineur de plus de 15 ans et viols, qui auraient été commis entre 1998 et 2007. Cette dernière a également indiqué avoir dû subir les avances de Jacques Doillon pendant des séances de travail, tandis que l'actrice Anna Mouglalis a accusé le cinéaste de l'avoir embrassée de force à son domicile en 2011.

(avec AFP)

## Ouragan Beryl, qui se dirige vers les Caraïbes, rétrogradé en catégorie 3

Des îles paradisiaques en état d'alerte. L'ouragan Beryl - d'abord classé comme tempête tropicale avant d'être catégorisé comme un ouragan de catégorie 4 puis rétrogradé au niveau 3, sur une échelle qui en compte 5 - se dirigeait lundi vers les côtes de plusieurs îles caribéennes. Ce premier ouragan de la saison est inhabituellement précoce et malgré la rétrogradation il reste «*un ouragan important et dangereux*», dont les vents pourraient atteindre les 195 km/h, a prévenu le Centre national des ouragans de Miami dans son dernier bulletin, une référence en la matière. Beryl va entraîner «*des vents catastrophiques, des marées de tempêtes potentiellement mortelles et des vagues destructrices*». Une vigilance ouragan est en vigueur pour les îles de la Barbade (photo), Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Grenade. PHOTO AP





## Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilitée pour l'année 2024 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75009/04 pour le Paris. Et pour le digital 15/76/79/80/93/94. La rédaction ou la cassette (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est délivrée par l'arrêté du ministre de la Culture et de la Communication du 19 novembre 2023. La rédaction ou la cassette pour le département d'habilitation de LIBÉRATION : Contribution des sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire. Société anonyme (SA) 7706 HT - Société par actions simplifiée (SAS) 1806 HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 130 HT - Société en nom collectif (SNC) 230 HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 140 HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (SRL) - entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) 180 HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales 210 HT - CLATUSE des sociétés civiles ou commerciales : 506 HT. LES PAIEMENTS annonces légales ou judiciaires (espace inclus) lors constitution et nomination des liquidateurs : 75/94/93/10.220 HT (HT).

### 92 HAUTS-DE-SEINE

#### Divers société

#### LOPHAB

SCI au capital de 10 € Siège social : 52 rue des aulnes 92330 SCEAUX RCS NANTERRE 912289802  
Par décision Assemblée Générale Extraordinaire du 25/06/2024, il a été décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du 07/07/2024. Il est nommé liquidateur(s) M LEON Philippe demeurant au 52 rue des aulnes 92330 SCEAUX et fixé le siège de liquidation où les documents de la liquidation seront notifiés au siège social. Mention en sera faite au RCS de NANTERRE.

### 93 SEINE-SAINT-DENIS

#### Divers société

#### ADE PARTICIPATIONS

SARL au capital de 100 € Siège social : 5 Passage Henri Boucher 93200 SAINT-DENIS RCS BOBIGNY 944631361  
Par décision de l'associé Unique du 18/06/2024, il a été décidé de transférer le siège social au 61 rue de Liron 75012 PARIS 12 à compter du 18/06/2024. Radiation au RCS de BOBIGNY et inscription au RCS de PARIS.

La reproduction de nos petites annonces est interdite

**Vous voulez passer une annonce dans**

**Libération**

**Vous avez accès à internet ?**

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne

<http://petites-annonces.liberation.fr>

## Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

### MUSIQUE

**Disquaire achète au meilleur Prix**

**DISQUES VINYLES**

**33T - 45T - CD**

**TOUS STYLES**

**TOUTES QUANTITES**

Jazz - Pop - Rock

Musique Classique

Métal - Punk

World

(Afrique, Antilles, Maghreb)

Reggae - Hip Hop

**Gros Stocks et Collections**

**Contactez-nous**

**07 69 90 54 24**

**MATÉRIEL AUDIO**

Platines - Hi-Fi -

Amplis - Cellules - DJ

Jeux Vidéo - Consoles

**Déplacement en France**

**avec respect des mesures sanitaires en vigueur.**

**Réponse très rapide**

**PAIEMENT CASH**

**Retrouvez tous les jours les bonnes adresses de**

**Libération**

(coax, association, enquête, courtes, désobéissance, etc.)

Contactez-nous : Particuliers : 01 87 39 82 95

repertoire-libe@teamedia.fr

**Libération**

[www.liberation.fr](http://www.liberation.fr)  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
tél. : 01 86 47 98 80  
contact@liberation.fr

Edité par la SARL  
Libération  
Siège au capital  
de 23 243 652 €  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
RCS Paris : 385 028 199

Principal actionnaire  
Presse indépendante SAS

Copirants  
Dov Alton,  
Amandine Bascou-Romeu

Directeur de la publication  
Dov Alton

Directeur de la rédaction  
Dov Alton

Directeur délégué  
de la rédaction  
Paul Guinio

Directrices adjointes  
de la rédaction  
Stéphanie Aubert,

Lauren Froyot,  
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique  
Nicolas Valotau

Rédacteurs en chef  
Michel Becquembourg  
(spécial), Frédéric  
Bessiaud (presse),  
Laure Bretteau (JO), Gilles  
Diers (pilotes web),  
Christian Losson  
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints  
Liban Alemagna (France),  
Anne-Laure Barret  
(environnement),

Lionel Charrier (photo),  
Cécile Daumas (J),  
Sonia Delesalle-Stolper  
(monde), Fabrice Drouzy  
(supplément),  
Youna Dural (forums),  
Mathieu Ecoffier (dées),  
Quentin Girard  
(mondes de vie),  
Cédric Mathiot  
(chicknews),  
Camélia Pangam (actu),  
Didier Péro (culture)

**ABONNEMENTS**  
Site : [abo.liberation.fr](http://abo.liberation.fr)  
abonnement@liberation.fr  
tarif abonnement 1 an  
France métropolitaine : 384€  
tél. : 01 86 66 71 40

**PUBLICITÉ**  
**Libé plus**  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
publicite@liberation.fr

**PETITES ANNONCES**  
10, bd de Grenelle  
75015 Paris  
tél. : 01 87 39 80 20  
annonces@teamedia.fr

**IMPRESSION**  
Midt Print (Gallargues),  
POP (La Courmauve),  
Nancy Print (Jarville),  
CILA (Herc)

**Imprimé en France**

**ACPM**  
LE TR + FACILE

Membre de l'ACPM.  
CPFPAP : 1125 C 80064.  
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France  
Taux de fibres recyclées :  
100 % Papier détenteur de  
l'Eco-label européen  
N° FJ/3701

**Indicateur d'extinction**  
Pftot 0,009 kg / de papier

La responsabilité du  
journal ne saurait être  
engagée en cas de non-  
restitution de documents.

Pour joindre un journaliste  
par mail : initial@  
premier.nom@liberation.fr

## SUDOKU 5322 MOYEN

9	6					5	8
	1	2				3	6
3			6				
1	8	4		2	9		
6	9		7			2	1
		3	6	9	1	7	
4				3			
	8	6	1		2	9	
2	3						4

## SUDOKU 5322 DIFFICILE

4							9
	9	7				1	4
3	1	7	4		5		
	8	5	4	1	9		
		6	3				
	3	8	2	9	4	1	
7		3		5		9	
3	9				7	6	
1	5						4



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

7	1	6	5	2	8	9	3	4
4	8	9	1	3	7	5	2	
5	2	3	4	7	9	1	6	
6	5	7	9	4	2	1	8	3
9	3	8	6	5	1	2	4	7
2	4	1	7	8	3	5	6	9
3	7	4	2	1	5	6	9	8
1	6	2	8	9	4	3	7	5
8	9	5	3	6	7	4	2	1

DIFFICILE

4	6	7	5	8	9	1	2	3
1	8	9	2	6	3	4	5	7
2	3	5	7	1	4	6	8	9
7	2	6	1	4	5	9	1	8
8	4	3	6	9	2	7	5	1
5	9	1	8	7	2	3	6	4
6	5	4	9	2	7	8	3	1
3	7	2	1	3	5	8	6	9
1	8	4	5	6	7	9	2	3

**PLONGEZ DANS L'ACTUALITÉ !**

Offre spéciale été - Papier + numérique

**2 mois pour 30,90€**

Puis 30,90€/mois sans engagement

A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération, Service abonnement Libération, 45 Avenue du Général Leclerc, 60843 Chantilly Cedex. Offre réservée aux particuliers

**Oui, je m'abonne à l'offre intégrale de Libération**

ETELB24

Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi de Libération week-end par portage + l'accès au site et à l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ N° de téléphone \_\_\_\_\_

E-mail \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

(obligatoire pour profiter des services personnalisés et accéder à votre espace personnel sur Libération.fr)

Date de début souhaitée de l'abonnement \*

☐ Règlement par carte bancaire

☐ Règlement par prélèvement SEPA. Je serai prélevé de 30,90 € pour 2 mois

(au lieu de 124€ prix kiosque), puis de 30,90€/mois (au lieu de 62€ prix kiosque).

Je m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment

IBAN \_\_\_\_\_

BIC \_\_\_\_\_

Signature obligatoire

\* La date de début d'abonnement peut varier selon le planning de parution ou le délai de réception et de traitement du formulaire d'abonnement.

Nous déclarons de vous respecter et vous rendre la date de votre abonnement.

Offre pour les particuliers valide jusqu'au 31/03/2025 pour un abonnement en France métropolitaine. La Libération est assurée par un porteur avant le 10.05.2025 et par un autre porteur après le 10.05.2025. Les informations requises sont nécessaires à Libération pour la mise en place et la gestion de l'abonnement.

Conformément à la loi sur la presse et à la loi sur la liberté d'expression, nous déclarons d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des données que vous avez transmises en adressant un mail à [donnees-personnelles@liberation.fr](mailto:donnees-personnelles@liberation.fr). Pour en savoir plus sur les données personnelles, rendez-vous sur <https://www.liberation.fr/info/>

**Libération**  
La boutique

Retrouvez les derniers numéros de « Libération » et nos collecteurs sur notre boutique



**BOUTIQUE.LIBERATION.FR**



## IDÉES/

# Roberto Saviano

## «En France comme en Italie, la gauche a cessé de fournir des réponses»



GALLIARD

**L'auteur italien de «Gomorra» voit dans le résultat du Rassemblement national dimanche la confirmation que l'extrême droite est désormais la force politique motrice en France et en Europe.**

Recueilli par  
**ARNAUD VAULERIN**

**I**l est depuis des années l'un des bêtes noires de l'extrême droite en Italie. Poursuivi par Giorgio Meloni, l'écrivain Roberto Saviano a été condamné à 1000 euros d'amende avec sursis en octobre pour diffamation. À la suite d'un naufrage de migrants en Méditerranée en 2020 et du décès d'un nourrisson, l'auteur de *Gomorra* avait traité de «salauds» la cheffe de Fratelli d'Italia et le responsable de la Lega, Matteo Salvini. L'une comme l'autre favorables à l'instauration d'un blocus naval contre «l'invasion migratoire», ils ont accusé les humanitaires d'organiser des «taxis de la mer» et d'être complices des trafiquants d'êtres humains. Pour *Libé*, Roberto Saviano réagit aux résultats du premier tour des législatives en France.

**Vous avez déclaré ces dernières années que le «présent de l'Italie sera l'avenir de la France», avec une extrême droite forte dans les instances du pouvoir. Sommes-nous désormais, en France, dans ce présent ?**

Oui, je vous le confirme. La France est déjà dans une situation similaire à celle de l'Italie. L'extrême droite est devenue la force politique la plus importante du pays. Le sentiment de l'opinion publique est à l'extrême droite, tout comme les

partis les plus populaires. C'est le fruit du ressentiment pour une gauche, pour des libéraux qui ont été au cours des dernières années incapables de répondre aux nécessités essentielles des travailleurs et des employés : accès au logement, à la sécurité, à l'intégration sociale, la possibilité de bien élever des enfants, un système de santé efficace et cette possibilité, en travaillant dur, de s'épanouir, de progresser dans la hiérarchie sociale, le bien-être. La gauche a cessé de fournir des réponses en se montrant à l'opinion publique comme une force capable de défendre les droits civiques, mais pas les droits sociaux.

**Etes-vous surpris par ce qui se passe en France ?**

Non, pas du tout. Un secteur important de l'économie a commencé à soutenir l'extrême droite et la gauche ce comme étranger à ce qui se passe aujourd'hui. Elle est en réaction. C'est-à-dire que ceux qui votent à gauche en espérant le bloc républicain le font non pas au nom d'un projet politique, mais contre un projet politique, celui de l'extrême droite.

**Diriez-vous que la démocratie en Europe n'a jamais été aussi fragile ? Peut-elle être délégitimée ?**

La démocratie est délégitimée à chaque fois que l'on confond le profit de l'entreprise avec le profit social, que l'on crée des lois uniquement en faveur des entreprises pour

permettre aux grandes sociétés d'échapper à l'impôt en allant dans les paradis fiscaux. Croire que cela peut bénéficier à l'ensemble de la société, parce qu'ensuite l'entreprise va investir, puis va embaucher, a été une immense erreur. Par ailleurs, les gauches française et italienne n'ont pas été capables, non plus, d'adopter des positions claires et nettes sur l'immigration, l'intégration, la lutte contre l'évasion fiscale, la redistribution de la richesse, mais en essayant toujours d'arbitrer entre la satisfaction de l'entreprise, la finance et l'amélioration de la condition du travailleur. Il n'a pas été possible de trouver un juste milieu entre les souhaits des entreprises, de la finance, et l'amélioration de la condition des travailleurs. Le rêve réformiste du socialisme a également été trahi. Si je devais trouver un maître au sein de la gauche française, je dirais qu'il faut repartir de Jaurès : l'entreprise doit s'adapter à la politique et non l'inverse, la vision pro-européenne, la possibilité d'avoir les salaires comme priorité.

**Qu'ont enseigné Giorgia Meloni et Fratelli d'Italia au reste de l'Europe, au Rassemblement national de Le Pen et Bardella ?**

Elle a montré que l'extrême droite européenne était en quête de leadership et que le premier ou la première qui réussirait à se placer fer-

ment à la tête de cette coalition aurait un poids politique important dans les prochaines années.

**Quelles comparaisons faites-vous entre Meloni et Le Pen-Bardella, même s'il ne s'agit pas de la même extrême droite, notamment en raison de points de divergence sur le rapport à la Russie, l'otan, etc. ?**

Meloni et Le Pen veulent toutes les deux être la femme forte en Europe. Jusqu'à présent, Meloni, à la tête du gouvernement, a semblé être en avance sur Le Pen, mais le résultat du premier tour des législatives en France catapulte au niveau européen la cheffe du RN et la place soudainement sous les projecteurs, ce qui pourrait éclipser Meloni. En revanche, deux détails suffisent à montrer leurs convergences et leurs similitudes : en France, la discrimination à l'encontre des binationaux ; en Italie, le racisme de ce gouvernement à l'égard des étrangers qui risquent leur vie pour arriver jusque sur nos côtes.

**Pourquoi la question de l'immigration a-t-elle pris une telle importance dans leur propagande ?**

Parce qu'elle fait appel à la masse des mécontents qui ont non seulement le sentiment mais aussi la certitude qu'ils seront toujours en marge de la société. Les populistes de droite leur promettent qu'au moins, ils n'auront pas à subir la concurrence des immigrés. Il y a eu deux naufrages dramatiques à Curo et Rocella Ionica depuis que Meloni est Première ministre. Des dizaines de personnes ont perdu la vie, tout simplement parce que l'Italie a cessé de les aider. Elle n'a pas trouvé le moyen d'arrêter les départs, elle a décidé de responsabiliser notre pays en matière de sauvetage, et donc d'arrêter les ONG. En somme, il a été décidé d'arrêter d'envoyer les ambulances dans le but d'arrêter les accidents. Bien sûr, cela n'a fait qu'arrêter les sauvetages

et n'a clairement pas stoppé les accidents. Dans l'opinion publique, cela a donné le sentiment que la question des migrants était désormais marginale. La question des départs, des arrivées, surtout des massacres en Méditerranée, a été effacée des débats. C'était juste une opération de propagande, mais rien n'a changé.

**Comment ces extrêmes droites italienne et française se positionnent-elles désormais sur la question de l'antisémitisme ?**

L'argument habituel véhiculé par ces partis est qu'ils pensent avoir pacifié leur relation avec le judaïsme en soutenant l'extrême droite israélienne. Mais en vérité, cela n'a rien à voir avec leur relation avec le judaïsme. Ils doivent continuer à être antisémites dans la pratique de leur militantisme, car l'antisémitisme est à la racine de toute conspiration. L'extrême droite, sans complot, perd le carburant de son activité politique. Ils doivent toujours partir de l'idée qu'un groupe de personnes agissent contre la vie d'un peuple. Pour cette raison, ils resteront antisémites. ■



**«Le résultat du premier tour catapulte au niveau européen la cheffe du RN et la place soudainement sous les projecteurs, ce qui pourrait éclipser Meloni.»**



**Marine Le Pen  
à Hénin-Beaumont,  
le 30 juin. PHOTO  
STÉPHANE DUBROMEL,  
HANS LUCAS**

### Comment en est-on arrivé là : 10 millions de votants pour un parti raciste ?

Je ne crois pas que tous les gens qui votent RN sont racistes. C'est extrêmement complexe. Et je ne pourrais pas donner ici tous les éclairages. Mais on sait que depuis des années, depuis Jean-Marie Le Pen, on a laissé prospérer l'idée que l'immigration est un problème. Cette idée a pris de plus en plus d'ampleur avec des sondages du type «Pensez-vous qu'il y a trop d'immigrés en France ?» Les médias dominants ont participé à désigner l'étranger comme un bouc émissaire avec un martelage qui a fini par convaincre des territoires ruraux notamment, où les immigrés ne sont pas très présents. A cela s'ajoutent la campagne de dénigrement de la gauche qui favoriserait l'immigration, et l'instrumentalisation de l'islamophobie à travers les accusations d'antisémitisme. Tout cela a fonctionné. Il y a aussi un abandon progressif des ouvriers, des travailleurs, avec les fermetures successives d'usines, un laissez-faire économique qui alimente un sentiment d'injustice sociale qui est au fondement du vote RN. La destruction des services publics, des hôpitaux, de l'école, c'est une réalité dont aujourd'hui tout le monde souffre, mais plus particulièrement les territoires ruraux. L'erreur est de croire que le RN a la solution.

**Si la gauche a la solution, comment expliquez-vous sa difficulté à convaincre ?**  
«Nous gens de gauche, gens de culture, on a lâché le peuple» a écrit Ariane Mnouchkine dans *Libé...*

Je ne crois pas que c'était le bon moment pour une autocritique, pas quand la maison brûle. Et je trouve choquante cette formulation qui distingue «les gens de culture» et «le peuple». L'urgence, la seule, c'est d'empêcher le Rassemblement national d'avoir la majorité absolue à l'Assemblée nationale. On ne peut pas laisser l'extrême droite faire les lois de notre pays. Tout ce qui est a été obtenu pour le bonheur des gens dans ce pays a été fait par la gauche : la réduction du temps de travail, les congés payés, l'ITVG, l'abolition de la peine de mort, les droits des minorités... Qui a lutté contre la réforme des retraites ? C'est la gauche et les syndicats.

**Si vous pouviez vous adresser à un électeur tenté par le RN, que lui diriez-vous ?**

On ne se jette pas volontairement dans la gueule du loup. Il y a des aventures qu'on ne doit pas tenter parce qu'elles sont mortifères. L'extrême droite a pour principe fondamental l'inégalité entre les individus, les peuples et les races. La préférence nationale est contraire aux valeurs de la République.

**Jean-Luc Mélenchon, personnalité politique qui ne fait pas l'unanimité, peut-il être un pivot de l'opposition au RN ?**

On a diabolisé Jean-Luc Mélenchon qui est devenu la figure de l'antisémitisme, c'est une infamie. Il faut arrêter de les laisser nous diviser. L'opposition au RN ne peut pas être portée par lui seul, c'est une affaire collective, cela nous concerne toutes et tous, en allant voter dimanche prochain contre le RN, pour le Nouveau Front populaire ou pour tout autre candidat. La suite, ce sera de consolider ce Nouveau Front populaire qui a réussi à fédérer les gauches en trois semaines, à redonner de l'espoir. ♦

# Annie Ernaux «L'histoire jugera Macron très durement»

La Prix Nobel 2022, qui avait soutenu Jean-Luc Mélenchon à la dernière présidentielle, revient sur le score du RN au premier tour et appelle au barrage républicain le 7 juillet.

Recueilli par  
**ANASTASIA VÉCRIN**

**C**omment en est-on arrivé là ? C'est la question que tout le monde se pose à gauche alors que le Rassemblement national et ses alliés sont arrivés en tête du premier tour des élections législatives, avec 33,15 % des suffrages exprimés. C'est aussi cette question qu'on a voulu poser à l'écrit, vainqueur du prix Nobel de littérature 2022, Annie Ernaux, figure intellectuelle et combative de la gauche qui avait soutenu Jean-Luc Mélenchon lors de la dernière présidentielle. On s'inquiétait pour son moral, elle n'a rien perdu de sa pugnacité. Elle enjoint tous les citoyens à faire barrage à l'extrême droite lors du second tour et refuse, à cette heure, l'examen de conscience proposé par Ariane Mnouchkine, qui écrivait le 12 juin dans *Libération* : «Je nous pense, en partie, responsa-

bles, nous, gens de gauche, nous, gens de culture. On a lâché le peuple, on n'a pas voulu écouter les peurs, les angoisses.»

**Comment allez-vous ?**

Je suis dévastée. [Dimanche] soir, j'ai à peine pu regarder les soirées électorales à la télévision. J'ai 83 ans et l'impression de n'avoir jamais vécu une chose aussi grave : pour la première fois en France depuis 1940, l'extrême droite a de fortes chances de gouverner. Macron a joué à la roulette russe avec l'avenir du pays, c'est impardonnable. Il a renvoyé dos à dos le Rassemblement national et le Nouveau Front populaire au mépris de toute intelligence, de notre histoire. Depuis 2017, Emmanuel Macron s'est choisi le RN pour adversaire en pensant gagner et il s'est planté. L'histoire le jugera très durement, mais elle nous jugera aussi nous tous si on laisse passer le RN, si on laisse la France à un parti raciste.



GALLIMARD



## IDÉES/



Avant un second tour décisif, les signataires récusent le «ni RN, ni Nouveau Front populaire». PHOTO: S. DUBROMEL, HANS LUCAS

# 200 philosophes contre l'accession de l'extrême droite au pouvoir

**Un collectif de philosophes de sensibilités et d'orientations variées appelle les citoyens français à voter au second tour pour tenir le nécessaire front républicain face au Rassemblement national.**

Nous, philosophes de traditions, de sensibilités et d'orientations variées, appelons à empêcher le Rassemblement national et ses alliés d'accéder au pouvoir aux prochaines élections législatives. L'extrême droite pseudo-nationale et xénophobe n'a jamais été aux commandes de la France depuis 1940, où elle n'avait dû cette opportunité qu'à la défaite militaire et à l'Occupation du pays. Le gouvernement de Vichy, nourri aux idées de l'Action française et d'autres courants racistes et antisémites, a alors mis en œuvre une politique xénophobe et antisémite, antirroms, antiféministe et homophobe qui a entraîné la mise au ban et la mort de centaines de milliers de citoyens français et d'étrangers qui avaient souvent fui le nazisme et le fascisme.

Le parti de Jean-Marie Le Pen est l'héritier direct de cette mouvance politique. Certes, Marine Le Pen et Jordan Bardella s'effor-

cent d'effacer ce lien originel et ont renoncé à mettre en avant l'antisémitisme des fondateurs au profit d'une rhétorique xénophobe qui cible de préférence les musulmans de France et, de façon générale, les immigrés, les binationaux, les étrangers. Mais d'une part, cet abandon officiel de l'antisémitisme par les instan-

## Parmi les premiers signataires

Jean-Claude Monod, Laurence Hansen-Love, Barbara Cassin, Søren Audier, Cynthia Fleury, Sandra Laugier, Grégoire Chamayou, Camille Prodevaux-Metterie, Quentin Meillassoux, Claire Marin, Denis Moreau, Francis Wolff, Michèle Le Doeuff, Franck Fischbach, Michèle Cohen-Halimi, Catherine Malabou, Corine Pelluchon, Jean-Yves Pranchère, Nicolas Poirier, Céline Spector, Sophie Roux, Denis Kambouchner...

ces dirigeantes n'empêche pas le maintien de discours antisémites chez nombre de candidats RN et d'adhérents du RN; d'autre part, le RN demeure un parti dont l'axe idéologique est une xénophobie d'Etat qui aurait des effets aussi bien sur les binationaux, par exemple franco-israéliens ou franco-marocains, que sur l'ensemble des enfants nés en France de parents étrangers et à qui on ferme la possibilité de devenir français à leur majorité – alors même qu'ils n'auraient connu que ce pays.

La philosophie a, dans un passé encore récent, parfois pactisé avec de telles forces nationalistes et xénophobes: ce sont des taches sur une histoire dont l'orientation essentielle est tout autre. Car la philosophie naît avec la pratique du dialogue ouvert à tous, avec la conviction que chacun peut s'orienter selon le *logos* et contribuer à approcher le vrai ou à trouver des accords, quelles que soient ses origines et sa couleur de peau. Elle est indissociable de l'idée de vérités mathématiques et logiques, que chaque conscience peut éprouver pour elle-même, et par là d'une expérience de l'universel. Elle implique un refus de l'autorité abusive et de la violence, une liberté par rapport aux traditions, aux ancrages particuliers, un usage critique de la raison qui est à l'opposé des préconisations du RN en matière d'éducation et de présentation de l'histoire nationale et mondiale.

Instruite des expériences désastreuses du XX<sup>e</sup> siècle, la philosophie contemporaine sait aussi sa dette intellectuelle, morale et politique vis-à-vis des philosophes qui ont été privés par Vichy de leur poste d'enseignant en raison de la consonance de leur nom, comme Simone Weil ou Claude Lévi-Strauss, qui ont fui le nazisme, théorisé le fascisme ou le totalitarisme, comme Walter Benjamin, Hannah Arendt, Theodor Adorno, vis-à-vis de celles et de ceux qui se sont engagés dans la Résistance contre l'occupant et contre le régime de Vichy, comme Jean Cavailles ou Georges Cangulhem.

La conscience de la destination universelle et cosmopolitique de la philosophie comme celle de l'histoire sanglante de

l'extrême droite au pouvoir nous commandent d'appeler tous les citoyens français à accorder leur voix, au second tour des élections législatives, au candidat en position de l'emporter contre le RN, qu'il s'agisse d'un candidat du Nouveau Front populaire, de Renaissance ou de la droite républicaine, celle qui est restée fidèle à cette «certaine idée de la France» portée par le général de Gaulle. Nous récusons fortement le «ni RN, ni Nouveau Front populaire» par quoi certains, parfois issus de nos rangs, fracturent le nécessaire front républicain contre l'accès au pouvoir de l'extrême droite. Toutes les divergences et tous les débats légitimes que nous pouvons avoir entre nous doivent, un temps, céder le pas devant l'impératif de préservation d'un espace public pluraliste que le RN veut livrer à l'appétit des seules intérêts privés, et de défense des valeurs d'égalité et de fraternité fondatrices de la République moderne. ♦





## RÉ/JOUISSANCES

Par  
LUC LE VAILLANT

# Soutien éploré à une Marianne désespérée

**Lettre catastrophée au symbole républicain que le Rassemblement national devrait continuer à malmenier pour lui préférer Jeanne d'Arc.**

**M**a chère Marianne, La partie est mal engagée, pour ne pas dire perdue. Au second tour, j'irai bien sûr voter pour toi et contre le RN, quels que soient les manquements ultralibéraux de Renaissance et les embardées antisémites de certains LFI. J'engage d'ailleurs chacun à en faire autant et à passer outre ses irritations et ses énervements tant l'heure est grave. Le RN est une créature démocratique faite de mauvaises manières et d'une matière crasse que je n'aurais jamais imaginé voir sortir de sa tanière ni de son ornière.

Dimanche soir, il y aura deux salles, deux ambiances. Du côté où je penche, cela ressemblera à une veillée funèbre. Il s'agira de se recueillir à ton chevet, après t'avoir recoiffée de ton rougeoyant bonnet phrygien perdu dans la bataille. Je serai entouré de sincères républicains estomaqués par ta mise à l'index, annonciatrice de ta mise à mort. Nous nous tiendrons chaud entre fieffés progressistes et sacrés libertaires en nous demandant comment protéger les égalités réelles et les libertés que certains pensaient formelles, avant que le triomphe des réactionnaires et des régressifs ne les menace absolument. Et tant pis si se cachent parmi nous de rares pleureuses exagérées qui ne détestent pas voir le pire arriver et de tristes crocodiles en larmes aiguisant leurs mâchoires pour broyer l'humanisme meurtri de leurs voisins les plus sincères.

Non loin du caveau où nous descendrons la dépouille de ton souvenir et de ces trois mots qui se terminent en «-é » et te sont associés, se tiendra la fiesta des jubilants du RN. Envapés par leur félicité inespérée, ceux-ci grimeront ton avatar en déesse xénophobe. Ils feront de toi une recluse hérissée de peurs, une vierge blanche aux seins voilés de dentelles originelles, une « illiberté » guidant le peuple vers un refuge illusoire et une terre sainte.

Jean-Marie Le Pen te préférerait la très chrétienne et très pucelle Jeanne d'Arc. Il n'est pas certain que les petits enfants du vieux satrape s'intéressent à ton histoire et te situent parfaitement sur l'arc chronologique et idéologique des révolutions bourgeoises et des révoltes populaires. Tu es la fille de la grande révolution de 1789. Tu es celle qui a destitué le roi et guillotiné le droit divin. Tu as résisté à l'empire et à la Restauration. Sous Hitler, Pétain a même fait disparaître ton effigie des bâtiments officiels pour y épanouir ses moustaches serviles. Mais la jeune garde de Bardella tient à torter drapeaux et symboles à sa convenance, à l'heure où les populismes sont des nationalismes et où il faut saturer le cyberspace d'idôles reconfigurées à la hussarde et dévoyées sans scrupule. Camarade Marianne, tu t'es longtemps tenue du côté des gueux et des harengères, des escaladeurs de barricades et des pétroleuses aux

jupons rouges. La V<sup>e</sup> République t'a réinventée plus consensuelle et plus starlette. La futile question des Trente Glorieuses était de savoir quelle vedette avait la poitrine idéale pour figurer en buste et non en pied dans les oratoires bleu-blanc-rouge des mairies de France. De Gaulle voulait Brigitte Bardot. Mitterrand ne détestait pas Sophie Marceau. Je leur opposerais volontiers l'opportune Catherine Deneuve, sans oublier la généreuse Laetitia Casta, qui toutes trois furent représentées. Si l'on a pu songer à la tressautante Mireille Mathieu ou à l'inexistante Evelyn Thomas, c'est que déjà ce concours de beauté représentative perdait de sa pertinence. Aujourd'hui, l'exaltation des différences est telle qu'aucune Marianne ne risque plus de faire l'unanimité. Chacun élabore sa référence, bricole sa déférence, transcende son indigence. Les minorités y gagnent en reconnais-

sance ce que la chose commune perd en adhésion. Les individus ne délèguent plus à quiconque le soin de leur imaginer un modèle et n'admirent plus que leur nombril percé perso et leurs biscotos tatoués à fresque. S'imaginant uniformément libres quand cela tient parfois de la standardisation box-tôxée, ils prétendent se fabriquer à leur guise. Ce serait une excellente nouvelle si cela ne morcelait pas les références et ne dressait pas les identités les unes contre les autres. Et voilà pourquoi le sens collectif s'est éparpillé façon puzzle et comment mes concitoyens s'apprennent à préférer Marine à Marianne. En guise d'inutile talisman, il ne me reste plus qu'à fredonner une chanson de Michel Delpech qui t'est dédiée, si, si, je t'assure. Elle s'intitule *Que Marianne était jolie* et m'a longtemps semblé tout à fait insignifiante. Je viens de découvrir que, par temps bruns, son propos devenait républicain et son refrain quasi insurrectionnel. ◀

SIÈGE COCO





Lors d'une rando nue  
sous le soleil des calanques,  
près de Marseille le 31 mai.  
PHOTO YOHANNE LAMOULÈRE.  
TENDANCE FLOU

# Naturisme Plus si simple appareil

Arrêtés restrictifs, pression immobilière, frictions avec les «textiles»... Les adeptes du nu s'inquiètent pour leur mode de vie, mis à l'honneur à partir de mercredi dans une expo au Mucem de Marseille.

Par  
**FLORIAN BARDOU**  
Envoyé spécial à Marseille

«Vous avez oublié d'enlever votre maillot, monsieur.» Sur les rochers des Pierres tombées, annexe naturiste de Sugiton depuis un siècle au cœur du parc national des Calanques (Bouches-du-Rhône), pas de quartier pour les «textiles» – ceux qui restent habillés. En très grand nombre ce jeudi chaud de l'Ascension, les touristes en maillot de bain ont mangé la moitié de la plage pour tant dévouée au farniente dans le plus simple appareil. Ils sont plusieurs centaines contre une trentaine d'hommes et de femmes nus, plus ou moins jeunes, sur le quai. «On doit faire la police, sinon tu commences par perdre la plage, puis les rochers», s'émue Anne-Marie Catella, 64 ans, habituée de cette crique aux eaux turquoise depuis plus de quarante ans.

Sous le soleil piquant de mai, cette native de Marseille, salariée de l'enseignement supérieur, résume l'histoire de cette place forte phocéenne de la nudité en plein air. «Dans les calanques, il y a toujours eu du naturisme depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment aux Pierres tombées. En 2006, après le décrochage d'un bout de falaise qui a coté la vie à un homme, l'accès à la plage a été interdit par arrêté. Au bout d'un ou deux ans, les gens ont commencé à

revenir. Mais avec la surfréquentation du parc pendant le Covid, on s'est sentis menacés», narre l'énergique sexagénaire. Avec une centaine d'assidus, Anne-Marie Catella a donc créé un collectif pour demander à la ville un arrêté donnant le droit de se désaper.

## ENTREtenir le FLOU

C'est chose faite le 1<sup>er</sup> juillet 2022, mais la clarification n'intervient que fin 2023, avec l'installation de panneaux délimitant la zone «cul nu». «C'était le seul moyen de faire reconnaître le lieu puisqu'on ne peut pas interdire aux textiles de venir ou les obliger à se déshabiller, appuie-t-elle. Le problème de fond, c'est qu'on n'est pas assez nombreux. Quand j'avais 20 ans, tu arrivais ici, ça débordait, c'était une pratique ancrée. Aujourd'hui, il y a un gros tabou autour de la nudité, même les jeunes femmes seins nus se font insulter sur les plages marseillaises.»

À Marseille, la pratique nudiste (quand elle se limite à bronzer à poil sans prôner la communion avec la nature et une hygiène de vie adéquate) est regardée avec bienveillance par la municipalité de gauche. Mais elle n'est pas vue d'un bon œil par tous. Le président du parc des Calanques et élu métropolitain Les Républicains, Didier Réault, s'est ainsi dit défavorable à la création d'espaces dédiés. Plus récemment, dans la nuit de samedi à dimanche, le panneau indiquant la

plage des Calanques a été incendié, s'attriste Anne-Marie Catella.

En 2024, l'Hexagone reste pourtant la première destination du naturisme au monde, avec 4,5 millions de pratiquants réguliers, dont 2 millions de Français, selon la Fédération française de naturisme (FFN), fondée en 1950. Depuis plus d'un siècle, la France est, avec l'Allemagne, l'une des berceaux de ce mode de vie d'inspiration hygiéniste et confiné à quelques campings familiaux, centres de vacances ou copropriétés, comme le met en lumière l'exposition «Paradis naturistes» au Mucem de Marseille.

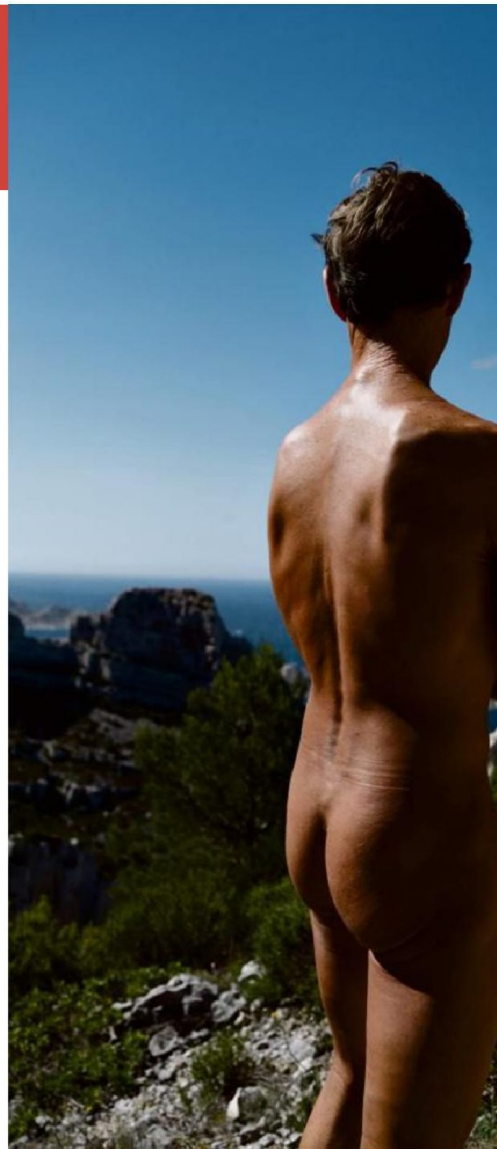
«La fragilité du naturisme tient à la structure même de ses lieux», insiste l'un des commissaires de l'expo, Jean-Pierre Blanc, résident estival du domaine naturiste d'Héliopolis, sur l'île du Levant, au large d'Hyères (Var). Dans ce lotissement, la nudité est autorisée par un simple arrêté municipal. Si un maire X ou Y décide de l'abroger, ça en serait fini de la nudité alors que ça fait cent ans qu'elle y est pratiquée.»

Si la nudité en plein air est souvent tolérée, du fait d'usages parfois vieux de plusieurs décennies, et explicitement autorisée sur plus de 70 plages, son exercice tient à un fil, soit au bon vouloir des pouvoirs publics. Des associations doivent monter régulièrement au créneau. Et ce, quelles que soient les couleurs politiques des élus. A Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), la mairie socia-

liste s'est fait taper sur les doigts en avril par le tribunal administratif de Pau. En cause, un arrêté de 2021 jugé «liberticide» par la FFN, qui interdisait de se mettre à poil sur ses plages. Si la municipalité n'a pas fait appel de la décision d'annulation, son maire Kotte Ecnarro a rappelé son souhait d'encadrer la pratique. Autre exemple tout récent : dans le Jura, les berges du lac de Chalaïn accueillent la seule plage autorisant la nudité de la région Bourgogne-Franche-Comté, avant que le maire du petit village de Fontenu – qui n'a pas répondu à nos sollicitations –

n'abroge en avril l'arrêté qui l'autorisait depuis 1992, au nom de la lutte contre le surtourisme et en raison de manquements à leurs engagements de certains membres de l'association naturiste Chalaïn Nature, selon la Voix du Jura.

Le club, 150 adhérents au compteur, a annoncé contester la mesure. «On intervient sur une dizaine de procédures par an et la plupart du temps, ça se termine bien, avance Jacques Primon, 69 ans, vice-président de l'Association pour la promotion du naturisme en liberté. On passe un coup de fil au maire, on





# RADAR

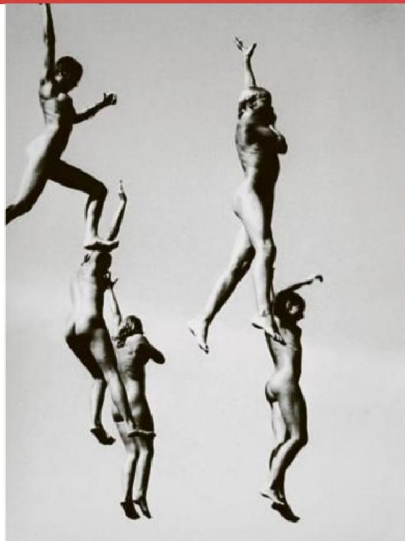
15 000 euros d'amende. Pour Jacques Frimon, l'article 222-32, s'il ne réprime pas la nudité à proprement parler, permet d'entretenir le flou en assimilant la nudité à la sexualité. «C'est le fait de déranger les gens avec une attitude sexuellement offensive, que l'on soit habillé ou que l'on soit nu. Or bien souvent les matres renvoient le nudisme au trouble à l'ordre public ou l'atteinte aux bonnes mœurs, ce qu'il n'est pas», assure cet organisateur de randonnées nues en Ile-de-France. Dans cet esprit, le préfet de Paris a lui aussi «partiellement» interdit, l'été dernier, la dernière étape française de «la cyclonue», manifestation cycliste dénudée internationale pour alerter sur le dérèglement climatique, en la cantonnant au carré naturaliste du bois de Vincennes.

## «MONTÉE EN GAMME»

Les frictions autour de la nudité dans l'espace public démontrent-elles un excès de pudeur partagé par-delà les franges conservatrices de la société? Dans le même temps, beaucoup de femmes témoignent de leurs réticences à enlever le haut face au risque de subir du harcèlement et des agressions sexuelles, et pour limiter les risques de cancer de la peau. Ou, au contraire, ces tensions témoignent-elles d'un renouveau de la pratique plus libre, plus urbaine, plus revendicative et donc aussi plus visible? A moins qu'elles ne soient la conséquence de pratiques sexuelles médiatisées de certains hauts lieux cul nu, tel le Cap d'Agde, et que les puristes rejettent tout autant?

«Il a été maintes et maintes fois démontré que la pratique [du nudisme] est familiale et intergénérationnelle. Des reportages sensationnalistes ont fait du Cap d'Agde, qui est un espace historique d'un nudisme pur et dur [depuis les années 50, ndr], un haut lieu du libertinage. Ça a véhiculé l'idée que les naturistes sont tous libertins», soutient le journaliste et promoteur des soirées nues Beautiful Skin Julien Claudé-Pénégré. L'auteur du guide *Voir la France tout nu* (Hachette, 2021), qui a œuvré à l'ouverture en 2017 de l'espace nudiste du bois de Vincennes, estime cependant que malgré le rajeunissement des pratiquants ces dernières années, sa possibilité d'exercice reste «précaire». Notamment du fait d'un militantisme associatif vieillissant qui peine à se renouveler. Ses espaces, une centaine de lieux de vacances selon la FFN, sont le plus souvent installés dans des coins de nature préservés.

Et avec 8 millions de nuitées annuelles et 350 millions d'euros de



Archive familiale des années 60 exposée au Mucem.

PHOTO COLLECTION LOLA MIESSEROFF

chiffre d'affaires, ils attisent les convoitises. A Montalivet, sur le littoral girondin, la philosophie initiale du centre héliomarin, pionnier du nudisme à sa fondation en 1950 dans la forêt de résineux du Médoc, est mise à mal au gré des rachats par des promoteurs, groupes hôteliers et autres investisseurs privés depuis une vingtaine d'années. «On est passé de centres où régnait

un esprit très militant, où le confort était rustre, à une montée en gamme, comme dans le reste du tourisme, où être nu est une option, sauf autour de la piscine, explique Emmanuel Jaurand, professeur de géographie à l'université d'Angers. Il y en a peu en France qui offrent une telle surface au milieu des pins et une proximité immédiate avec l'océan.»

Résultat : de plus en plus d'adeptes craignent pour la survie de leur mode de vie. Chaque annonce de rachat de camping fait planer la menace textile. «Notre objectif, c'est d'amener plus de familles au nudisme. Il faut que le site soit exceptionnel ou qu'il y ait déjà une clientèle», indique Pierre Houé, président et fondateur de Capfun. Le leader français de l'hôtellerie en plein air, qui a fait l'acquisition d'établissements emblématiques du nudisme, lorgne ce marché aux «valeurs positives» et assume de rhabiller ses vacanciers si ses campings ne sont pas rentables.

## PATRIMOINE CULTUREL

«Il n'y a pas moins d'espaces. La pratique se renouvelle avec des jeunes convertis à la mode nudiste, mais pas dans des associations, tempère Thelma Bacon, doctorante en sociologie à l'université d'Angers. Ils font face à une commercialisation, comme tous les petits campings municipaux ou familiaux qui n'arrivent plus à survivre.» Faudrait-il alors demander une protection de la pratique? Jean-Pierre Blanc, qui œuvre à la sauvegarde et à la vitalité de la pratique sur l'île du Levant, ambitionne d'en faire reconnaître l'histoire et les apports sociétaux. Il enjoint ainsi le ministère de la Culture de classer cette philosophie et les pratiques qui l'accompagnent dans l'inventaire du patrimoine culturel immatériel de la France. Et pourquoi pas, de viser l'Unesco. ➤

## PARADIS NATURISTES

au Mucem (13002) à partir de ce mercredi, jusqu'au 9 décembre.



Dans le parc naturaliste «Club gymnique de France» en 1930. PHOTO CLUB GYMNIQUE DE FRANCE

lui dit qu'il a faux et il corrige son arrêt. Même chose si quelqu'un se fait arrêter nu dans la forêt. C'est exceptionnel que la procédure aille plus loin, ça dépend de l'attitude de celui qui se fait interpeller. L'association, qui a créé la ligne d'écoute «SOS nudophobie», milite pour une clarification de la loi sur la nudité dans l'espace public.

Depuis 1994, avec l'abrogation du délit d'outrage à la pudeur, le code pénal punit l'exhibition sexuelle «imposée à la vue d'autrui dans un lieu accessible aux regards du public» d'un an de prison et de



## CULTURE/

Le Sud-Africain Orville Peck est issu de la scène punk. PHOTO BEN PRINCE, WARNER

# La country revient au galop

Aux Etats-Unis, le genre vit un nouvel âge d'or, porté par des artistes engagés qui y injectent de la pop et dépeussierent l'image d'Epinal du cow-boy au lasso. A l'occasion de la sortie du nouvel album d'Orville Peck, «Libé» a interrogé le premier chanteur country ouvertement gay à être signé en major.

Par  
**LELO JIMMY BATISTA**

L'événement est passé inaperçu chez nous : le 15 juin, au stade Kyle-Field de College Station, Texas, le record du monde du plus grand nombre de spectateurs réunis lors d'un concert unique aux Etats-Unis était battu. Avec 110 905 billets vendus, un artiste dépassait les tenants du titre, indétrônables depuis 1977 – le groupe Grateful Dead et ses 107 019 entrées au Raceway Park, dans le New Jersey. L'artiste en question n'est pas Taylor Swift. Ni Beyoncé. Encore moins Billie Eilish ou Kendrick Lamar. Il s'agit en fait du chanteur country George Strait, figure centrale de la vague néotraditionaliste du genre dans les années 80, auteur d'un carton monstre en 1992 (la bande-son du film *Pure Country*) et classé à la treizième place des plus gros vendeurs certifiés par l'industrie musicale américaine. George Strait correspond très exactement à l'idée que se font 90 % des Français d'un chanteur country américain : un type qui ressemble à un croisement entre Jon Bon Jovi et Charlton Heston avec sur la tête un Stetson noir de la taille d'un piano. Et qui répond à l'impératif numéro 1 de toute figure du genre : se présenter comme frottement, indiscutablement authentique. George Strait monte à cheval, a servi dans l'armée, est capable de choper du bétail au lasso, s'est marié avec son amour de jeunesse et pourrait être décrit comme un conservateur modéré. C'est une légende vivante dans un genre musical qui est aujourd'hui plus riche et présent que jamais – et témoigne mieux qu'aucun autre des avancées et divisions qui marquent l'Amérique contemporaine.

## COW-BOY MASQUÉ

«Le nouvel âge d'or de la country», «2023, année du boom country», «La country pèse plus lourd que jamais» : en ce début d'année aux Etats-Unis, du *Billboard* à The Associated Press, les gros titres étaient unanimes. La

country atteignait un objectif qui avait longtemps semblé impossible : ne plus exister en parallèle de la pop mainstream mais en faire, au contraire, partie intégrante. En juillet 2023, pour la première fois en soixante-cinq ans, la country occupait les trois premières places des charts généraux américains, avec notamment la reprise de *Fast Car* de Tracy Chapman par Luke Combs et le tube éphémère et ultracontroversé *Try That in a Small Town* de Jason Aldean, lourdement récupéré par l'ultradroite. Un succès qui s'explique par le croisement de plusieurs facteurs : l'évolution du marché pop américain, moins rigide sur les catégorisations (on retrouve aujourd'hui les mêmes noms dans les classements généraux que dans ceux plus spécifiques, dédiés au rock ou à la country), le passage de la country à l'ère du streaming (beaucoup de stars actuelles ont explosé sur les réseaux avant la sortie du moindre disque) et la diversité des nouveaux artistes country, qui se risquent sans complexes au crossover avec la pop, le rap ou le métal – quand ce ne sont pas carrément des rappeurs prenant un virage country, comme Jelly Roll ou Post Malone.

Ces dernières semaines encore, la country représentait près de la moitié des titres du top 20 américain, avec deux artistes se répartissant à eux seuls la quasi-totalité des entrées. D'abord Zach Bryan, ex-marine de 28 ans qui s'est fait connaître en postant ses morceaux sur YouTube et dont les quatre albums ahurissants, bourrés de tubes mémorables et écoulés à plus de 30 millions d'exemplaires (le cinquième, *The Great American Bar Scene*, sort dans quelques jours) ont réussi à parler aux fans de country traditionnelle comme à ceux de Dylan, Springsteen ou des Replacements. Ensuite Morgan Wallen, 31 ans, un genre d'Ed Sheeran *white trash* devenu en trois ans littéralement inévitable – son deuxième album, *Dangerous*, en est à sa 179<sup>e</sup> semaine de présence dans le *Billboard* ; le suivant, *One Thing at a Time* n'est pas sorti du top 10 depuis plus d'un an, et il est en ce

moment même numéro 1 avec *I Had Some Help*, son duo aux côtés de Post Malone. Un personnage particulièrement embarrassant aussi, abonné aux faits divers et dérapages en tout genre («n-words») qui lui ont valu d'être écarté de plusieurs remises de prix, à commencer par la plus prestigieuse du genre, les American Country Music Awards (Acma). Bryan et Wallen sont actuellement les deux visages les plus populaires de la country contemporaine, deux artistes très différents mais qui perpétuent, chacun à leur manière, le cliché du chanteur country – blanc, dur à cuire, toujours disposé à surjouer l'authenticité. Une image inoxydable qui tend depuis quelque temps, elle aussi, à évoluer, voire complètement éclater.

## SECOURER LE COCOTIER

S'il faut dresser un schéma simplifié de l'évolution récente de la country, il y a trois moments clés à retenir. L'après-11 Septembre, tout d'abord, qui a vu l'avènement d'artistes aux vues politiques ouvertement affichées, affirmant chacun leur vision de l'identité américaine dans des productions maximalistes, de la républicaine hardcore (Sara Evans) au démocrate grande gueule (Tim McGraw). Avec en point d'orgue l'esclandre national provoqué par les Dixie Chicks (aujourd'hui rebaptisées Chicks), trio féminin texan qui s'est mis à dos une grande partie de la scène country et du pays tout entier après avoir pris position publiquement en 2003 contre l'invasion de l'Irak et le président George W. Bush. La moitié des années 2010, ensuite, où ont commencé à émerger de nouvelles voix, moins formatées et plus progressistes, dont la vitrine a sans doute été Chris Stapleton, géant barbu qui, avec son premier album *Traveller* en 2015, a réussi à ramener dans le son country mainstream, l'épure, les chansons nues et sans artifices, à un moment où elles ne se pratiquaient plus que dans les marges. Et enfin l'après-Covid, qui a vu exploser toute une sé-

rie de jeunes artistes venus au mainstream par d'autres canaux de diffusion (réseaux sociaux, plateformes numériques) dans une profusion de chiffres délirants et avec, souvent, une volonté assez nette de secourir le cocotier.

Parmi eux, Orville Peck est un cas à part. Issu de la scène punk, ce cow-boy masqué né en Afrique du Sud, qui a grandi au Canada avant de s'installer en Californie, a sorti en 2018 son premier album, *Pony*, sur le label Sub Pop, place majeure de l'indie-rock où Nirvana et Soundgarden ont fait leurs débuts à la fin des années 80. Un disque aux contours flous, qui pouvait aussi bien évoquer Marty Robbins que Lana Del Rey, une cantina du Nouveau-Mexique que le Bang Bang Bar de Twin Peaks,







Reyna Roberts, Tanner Adell, Brittney Spencer et Tiera Kennedy. PHOTO J. SHEARER



Lex-marine de 28 ans Zach Bryan a sorti quatre albums. PHOTO TREVOR PAVLIK, WARNER

et lui vaudra d'être signé chez Warner, où il précisera ses intentions en opérant un virage vers une country plus assumée et plus grand public, devenant au passage le premier artiste country ouvertement gay à être signé en major. «Je suis le premier revendiqué, mais il y en a probablement eu des centaines avant moi, nous précise-t-il amusé depuis sa résidence de Los Angeles où il se repose entre deux séries de dates de sa tournée marathon en cours aux États-Unis, qui s'étend jusqu'à fin octobre. Les choses changent mais il ne faut surtout pas voir ça comme une révolution. Je ne fais que reprendre mon dû, comme l'a fait Beyoncé en rappelant que les femmes noires avaient leur place dans la country tout simplement parce que, comme les homosexuels, elles

sont là depuis le début. On ne chamboule rien. On rétablit une vérité, un équilibre.»

#### «MÊME LA BIÈRE EST POLITISÉE»

En France, la discussion autour de la country s'est justement limitée, niveau grand public, à Cowboy Carter, le huitième album de Beyoncé sorti en mars et presque entièrement dédié au genre. Un disque à la portée historique indiscutable – il a permis à la chanteuse de devenir la première femme noire à figurer en tête du top album country américain – mais considéré ici de manière souvent très incomplète. Cowboy Carter remet effectivement les montres à l'heure en termes de représentation des femmes noires dans la country – présentes de longue date,

d'Elizabeth Cotten et Linda Martell, à plus récemment, Mickey Guyton, Brittney Spencer ou, de manière plus largement organisée, via le Black Opry, communauté d'artistes et de professionnels noirs œuvrant dans le genre et ses dérivés. Mais c'est aussi un disque qui est venu, plus fort qu'aucun autre, témoigner de cette porosité nouvelle entre pop et country et de l'ouverture du spectre des charts spécialisés et des cérémonies officielles – un point qui a, et ce n'est pas un hasard, cristallisé toute la grogne autour de Cowboy Carter aux États-Unis, les prix et les classements de ventes symbolisant pour la frange réactionnaire de la scène une forteresse à défendre et aux portes de laquelle elle s'est livrée au sport de combat qui ravage depuis un peu plus de dix ans les États-Unis : les «culture wars», ces débats autour d'enjeux moraux sur lesquels la société américaine s'écharpe ad infinitum.

«Aux États-Unis, nous en sommes au point où tout est instantanément politisé, continue Orville Peck. Même la bière ! J'ai fait un duo avec Willie Nelson, sans doute la plus grande légende vivante de la country, où l'on reprend un classique du genre, écrit en 1981 [Cowboys Are Frequently, Secretly Fond of Each Other de Ned Sublette, ndr], et il y a malgré tout des gens pour dire que ce n'est pas de la country – simplement parce que je suis gay. Et en même temps, je constate une nette ouverture du public et de l'industrie country, y compris chez les conservateurs. Et ça, je l'ai vu en côtoyant d'autres artistes, au public plus traditionnel. Mon public à moi n'est pas forcément représentatif, il a toujours été très mélangé – des camionneurs aux trans, j'ai la chance d'avoir

tout le spectre imaginable de la country à mes concerts.»

Il faut dire que ce qui définit Orville Peck, autant que sa musique, c'est sa démarche, héritée de la scène punk, où il a fait ses armes (il était batteur du groupe canadien Nü Sensae) et s'est forgé une éthique basée sur le soutien et l'entraide. En a résulté en 2019 la création de l'Orville Peck's Rodeo, festival organisé chaque année à Nashville (Tennessee) par le chanteur, mêlant country et drag shows – la sixième édition se tiendra fin août, sous la houlette de John Waters. Un principe qu'il a appliqué également à sa tournée américaine en cours, sur laquelle il a invité neuf artistes à se répartir les premières parties, mêlant des figures traditionnelles (Vincent Neil Emerson, Jaime Wyatt) à d'autres plus crossover, dont la musique fraye avec la pop (Debbi Dawson), le punk (Gold Star) ou la soul (Durrant Jones). «Je veux mettre en avant des gens qui insufflent quelque chose de nouveau dans la country, qui racontent de nouvelles histoires. Ça n'a pas été simple de m'imposer. Je venais du punk, passais de la batterie à l'avant de la scène. J'ai dû faire mes preuves, enchaîner jusqu'à 250 concerts par an. Mais j'ai fait mon chemin et je veux maintenant aider ceux qui arrivent. A fortiori s'ils sont différents, hors cadre. Pour moi, c'est ce qui fait la beauté de la country : c'est un genre populaire, où absolument tout le monde a sa place.»

**ORVILLE PECK STAMPEDE** (Warner), première partie disponible, sortie de l'intégrale le 2 août.

**ZACH BRYAN THE GREAT AMERICAN BAR SCENE** (Warner), sortie jeudi.



## CULTURE/



Dans *Lacrima*, Caroline Guiela Nguyen embarque des comédiens indiens. PHOTO JEAN-LOUIS FERNANDEZ, FESTIVAL D'AVIGNON

## A Avignon, «Lacrima» déroule le fil des secrets de la mode

Immersion dans l'univers confidentiel de la haute couture, la nouvelle saga de Caroline Guiela Nguyen a conduit le costumier Benjamin Moreau jusqu'en Inde, à la découverte des brodeurs musulmans œuvrant pour les grandes maisons occidentales.

Caroline Guiela Nguyen voulait travailler sur les secrets. Elle aurait pu ancrer son nouveau mélodrame théâtral dans l'univers des renseignements généraux. Elle a choisi un autre bureau des légendes, celui de la haute couture et de ses innombrables petites mains œuvrant dans l'ombre dans la plus haute confidentialité, héritant de savoir-faire ancestraux d'une minutie extrême transmis, de mère en fille, de père en fils. Intrinsèque réservoir de métaphores que ce secteur du luxe, qui permet à l'auteur de *Lacrima* de «tisser» ensemble, «de fil en aiguille», les destins de personnages amenés à «lever le voile» sur des vérités longtemps tues. Et puis, «comme la nourriture dans Saigon [précédente pièce narrante]

l'exil des Vietnamiens en France, ndr], la couture est un sujet qui rassemble», indique Caroline Guiela Nguyen, qui embarque à nouveau dans l'aventure des comédiens professionnels comme des quidams, dont les Indiens Charles Vinoth Irudhayaraj, Rajarajeswari Pariset et Vasanth Selvam. «Que ce soient Dinah, Liliane, Vasanth, Anaëlle, Vinoth, Naniï – c'est-à-dire des gens vraiment très différents – il y a un rapport affectif à la couture, parfois tout simplement parce que des gens ont pu voir leur mère coudre quand ils étaient enfants.»

### Délicat carnet de croquis

C'est donc l'histoire d'une robe, la plus précieuse qui soit, commandée par la couronne d'Angleterre à une maison de mode française qui dispose de huit petits mois pour réaliser une pièce unique tout en broderies, dentelles et perles. Sa fabrication est classée secret-défense. Il a fallu, pour écrire cette grande saga des larmes entrelaçant secrets professionnels et familiaux, rencontrer des modélistes, des patronniers, des dentellières d'Alençon, la conservatrice et directrice du musée des Beaux-arts et de la Dentelle Johanna Mauboussin ou des ateliers indiens.

Nécessairement, le créateur de costume a occupé un rôle majeur, notamment pour inven-

ter «Beliana», maison de mode fictive mêlant les univers de Dior et d'Alexander McQueen, mais aussi pour transformer des tissus irisés «achetés quatre euros au marché Saint-Pierre» en pièces pouvant passer pour des collections de haute couture aux yeux des spectateurs. Gageure redoublée par les caméras sur scène, indissociable du travail de Caroline Guiela Nguyen. Au poste: Benjamin Moreau, collaborateur fidèle de la metteuse en scène. Il n'en revient toujours pas d'avoir pu travailler dans des conditions pareilles, répète-t-il: celles permises par l'atelier de création costumes du Théâtre national de Strasbourg, un des derniers du genre à faire briller des mé-

«En Inde, tu vois des rues entières de perles et de matières scintillantes faites en écailles de poisson ou en CD. La broderie est là-bas une pratique incarnée au quotidien.»

Benjamin Moreau costumier

tiers en voie de disparition, avec celui de la Comédie-Française.

Devant nous, il déploie son délicat carnet de croquis en forme de carnet de voyage, orné de dessins transportant l'œil d'Alençon à Mumbai. Avec la metteuse en scène et la scénographe, Benjamin Moreau a voyagé l'an passé jusqu'en Inde, peu de temps avant une Fashion Week. Là-bas – on l'a longtemps tu – les meilleurs brodeurs au monde, héritiers de la tradition perse, œuvrent discrètement pour les grandes maisons de mode occidentales. Dans les rues de Mumbai, la broderie «irradie la vie, s'extasie le costumier. Tu vois des rues entières de perles et de matières scintillantes faites en écailles de poisson ou en CD découpés au laser. La recherche ne se fait pas dans des labos, mais au quotidien, par les jeunes, les vieux, dans les écoles, à la maison. La broderie est là-bas une pratique incarnée au quotidien. Il fait 35°C, tu sillones des venelles colorées à l'autre bout de la planète, et puis d'un coup tu pousse une porte, et l'ensemble du monde visuel que tu découvres n'est pas conçu pour eux, mais pour nous».

### Silence absolu

À l'intérieur, des brodeurs hors pair, pauvres – les taxis sont mieux payés qu'eux –, des hommes musulmans, du nord de l'Inde, qui tiennent leur savoir-faire de leurs pères et de leurs grands-pères et travaillent à 1000 km de leur famille pour tenter de la nourrir. Tous ces hommes travaillent pour des corps de femmes qu'ils ne verront jamais. Ils ne connaissent pas les commanditaires des pièces sur lesquelles ils s'abiment les yeux et les doigts: Gucci, Alexander McQueen... «Nous avions interdiction stricte de parler aux brodeurs. Mais les responsables d'atelier passaient parfois un temps fou à nous retrouver la vidéo YouTube sur laquelle on aperçoit furtivement un détail sur un bonnet de soutien-gorge d'une sous-figurante. Parce que c'est le seul endroit où ils peuvent voir le rendu de travail.»

L'équipe a visité cinq entreprises de Mumbai, de la plus petite avec salle de prière qui fait cantine et dortoir, à celle du styliste Maximiliano Modesti, qui milite là-bas pour de meilleures conditions de travail et dont l'engagement a nourri un documentaire d'Arte. Dans *Lacrima*, le voile de mariage de la princesse est brodé là-bas par des hommes mais sa dentelle est l'œuvre des femmes d'Alençon. L'histoire de ces dentellières, elles aussi détentrices de grands secrets industriels, nourrit également la fiction. Grâce à *Lacrima*, on apprend entre autres que leur savoir-faire, parfois pratiqué dans un silence absolu, risquait de disparaître dans dix ans. Jusqu'à ce qu'une jeune étudiante en médecine, en visite à Alençon, tombe en amour du métier, décide de devenir dentellière à 25 ans, et prolonge la durée de vie de cet artisanat de quelques décennies. Peut-être un des futurs personnages du spin-off de *Lacrima* que Caroline Guiela Nguyen préparera l'an prochain, en série télévisée?

ÈVE BEAUVALLET

**LACRIMA** DE CAROLINE GUIELA NGUYEN du 1 au 11 juillet au Festival d'Avignon. Texte paru aux éditions Actes Sud.



**Monument de la littérature, l'écrivain albanais aura dénoncé de l'intérieur le régime communiste d'Enver Hoxha et célébré l'âme et l'histoire de son pays. Il est mort à Tirana lundi, à 88 ans.**

«**L**e grand écrivain isolé n'a d'autre choix que d'attendre d'être expédié directement sous terre. Il ne lui reste maintenant qu'à imaginer le genre de mort que lui prépare la dictature: le poison dans sa tasse de café, un accident de voiture ou le couteau d'un prétendu ivrogne dans quelque obscure cage d'escalier.» Le dictateur a rendu les armes avant lui et Ismail Kadaré, qui écrivait ainsi en 1990 (1), a succombé lundi matin à 88 ans à une crise cardiaque à l'hôpital de Tirana. C'était lui le grand écrivain isolé du «pays des aigles», l'Albanie longtemps bouclée par l'impitoyable Enver Hoxha. Survivre en écrivain dans un tel étau tenait du fambulisme. Ismail Kadaré a été à la fois reconnu et censuré. Il ne fut ni un dissident – on le lui reprocha – ni un laquais. «C'était ma seule ambition et à chaque fois une victoire à l'arraché; j'étais écrivain avant même d'être contestataire», disait-il à Libération (en 1999). Sa réussite, ambivalente, est d'avoir fait vivre son œuvre au temps d'une dictature, laissant le lecteur décrypter entre les lignes. On peut parler sur l'histoire d'un homme qui voulait réformer de l'intérieur, il aura fait rayonner l'Albanie autarcique à l'extérieur. «Dans un pareil duel entre tyran et poète, ajoutait-il aussi, c'est toujours, on le sait, le poète qui l'emporte, même si, pour un temps, il peut paraître vaincu.» Sur ce champ de bataille, le poète a laissé une cinquantaine de livres dont une bonne douzaine de chefs-d'œuvre.

**Talent de conteur.** Ismail Kadaré a grandi à Gjirokastrë, une ville proche de la Grèce, où il était né le 28 janvier 1936, dans la «ruelle des fous», le même quartier qu'Enver Hoxha. Ce fils de facteur a raconté son enfance dans cette cité «qui semblait être née à l'improviste une nuit d'hiver» à travers *Chroniques de la ville de pierre*. A 10 ans, le jeune garçon lit Shakespeare, avec une dévotion pour *Macbeth* et les histoires de fantômes, Eschyle, Cervantès, Dante et Gogol. A 17, il gagne un prix pour un recueil de poèmes puis entre en lettres à Tirana; à 22, il part étudier à Moscou, à l'institut Maxime-Gorki, où il de-



L'écrivain albanais Ismail Kadaré en 1999. PHOTO PAULO NOZOLINO VU

## Ismail Kadaré, une œuvre contre la dictature

vient allergique au réalisme soviétique. «*Passer de l'intérieur de l'Albanie à l'intérieur du camp socialiste, c'était comme passer d'une petite cellule dans la cour de la prison.*» La décision d'Hoxha de couper les ponts avec l'URSS de Khrouchtchev deux ans plus tard, oblige l'étudiant à rentrer. De son séjour à Moscou, l'écrivain tirera le *Crépuscule des dieux de la steppe* (1978), et de la rupture albanano-soviétique, le *Grand Hiver* (1973), dans lequel apparaît Hoxha. Ce roman, directement politique, irrita le Parti. Le poème des «Pachas rouges» (1975), taxé de «sinistre tract révolutionnaire», aura pour conséquence de l'expédier un temps dans la campagne albanaise.

### DISPARITION

Il sera bien sûr prié de ne plus écrire, ce qu'il ne cessera de faire jusqu'au bout, conservant des manuscrits dans les tiroirs, attendant son heure. Le «pacha rouge» Hoxha, disparu en 1985, mégalo-mane et lettré, reconnaissait le talent de Kadaré. C'était l'histoire du chat et de la souris. On sait ce qu'il peut en devenir. En 1964 est paru son premier roman, le *Général de l'armée morte*, la traque pathétique d'un général italien des corps de ses soldats tombés en Albanie pendant la Seconde Guerre mondiale. Il le rend aussitôt célèbre. Quand on lit Kadaré, les *Tambours de la pluie* (1970), le *Pont aux trois arches* (1978), *Avril brisé* (1980), la *Niche de la honte*

(1978) mais aussi *Qui a ramené Doruntine?* (1980), on est frappé par son talent de conteur, son sens de l'épique, son amour profond pour l'histoire de l'Albanie et son code coutumier millénaire (le *kanun*). Même fantasmée, elle représente un personnage à part entière, des temps byzantins et de l'occupation ottomane au communisme, habitée par la résistance aux invasions et aux dictatures. En 1970, avec la traduction du *Général de l'armée morte*, Kadaré se fait connaître en Occident, grâce au grand traducteur Jusuf Vrioni, et avec eux ce mystérieux pays des aigles. Son deuxième roman, le *Monstre* (1965), inspiré par la guerre de Troie, est interdit dans son pays. On le découvre vingt-six ans plus tard en France, où l'écri-

vain choisit de se réfugier en octobre 1990. A plusieurs reprises, Kadaré est tenté par l'exil. En 1962, à Prague, il abandonne la délégation avec laquelle il revient de Finlande, sans s'y résoudre vraiment. En 1983, il songe encore à prendre la tangente mais renonce. Le régime a en effet multiplié les pressions: le *Palais des rêves* (1980), diffusé à 25000 exemplaires en Albanie, a été brutalement mis à l'index. L'écrivain y imagine la capitale d'un Empire ottoman agonisant dans laquelle un sultan rêvait de pouvoir contrôler les songes de ses sujets, une parabole de l'enfer totalitaire.

**Saveur incomparable.** En 1990, Kadaré décide de demander l'asile politique à la France, et écrit au président Ramiz Alia une lettre qui pointe «la nécessité d'une démocratisation très rapide, profonde et complète du pays». On lui reproche d'avoir fui après des décennies sur place, et peu avant l'effondrement du communisme. «*Ici, on voudrait que je sois Václav Havel, que je prenne le pouvoir, que je sois Soljenitsyne, que mon pays me perde de vue. Je ne suis ni l'un ni l'autre, seulement un écrivain qui ne peut écrire qu'en Albanie.*» Il dit être parti «au bon moment», alors que son pays hésite entre dictature et démocratie, il en parlera dans *Printemps albanais* (1991). Une ou deux fois l'an, il revenait à Tirana, où les gens l'abordaient dans la rue tel un mythe national vivant.

Il aura d'abord du mal à écrire loin de son pays. Fin 1992, la *Pyramide*, sur le pouvoir absolu du pharaon et la terreur qu'il engendre, est le premier roman publié après son exil. Dès 1993, Fayard entreprend de sortir ses œuvres complètes. Kadaré prendra souvent la plume pour alerter sur la crise que traverse son pays, la situation dans les Balkans et la tragédie des Albanais du Kosovo, trouvant amère l'indécision européenne. Il continue aussi de publier régulièrement, le voile de l'épopée ou de l'allégorie en moins, qui donnaient une saveur incomparable à ses premiers romans. Mais il peut attaquer la dictature de front, comme dans le *Dîner de trop* (2009) ou dans *Disputes au sommet* (2022), enquête sur l'appel téléphonique que Staline passa à Boris Pasternak, livre sur la relation de tout écrivain à la tyrannie, comme Kadaré, qui avait «connu la littérature avant, bien avant de connaître la liberté».

FRÉDÉRIQUE ROUSSEL

(1) «L'irruption de Migjeni dans la littérature albanaise», préface à *Chroniques d'une ville du Nord de Migjeni*, Fayard.



# La mort en face

**Jonathan Denis** L'optimiste de nature mène le combat pour obtenir une loi sur la fin de vie, en suspens depuis la dissolution de l'Assemblée.



La télé dans son bureau est éteinte. Jonathan Denis ne l'allumait que pour suivre les débats sur le projet de loi relatif à la fin de vie. La table ronde est vide. C'est autour d'elle qu'inlassablement, avec ses collègues de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD), ils ont épluché les textes, analysé chaque mot, au fil d'un travail parlementaire attendu de longue date. Et maintenant ? « *J'en ai vécu des moments politiques depuis deux ans et demi, mais celui-ci...* » souffle le président de l'association, incrédule. Alors que les députés devaient enfin voter le 18 juin, Emmanuel Macron a « renversé la table » en dissolvant l'Assemblée, plongeant le devenir de ces dispositions législatives dans l'inconnu. Pour autant, pas d'abattement ou d'attentisme chez Jonathan Denis. Ex-journaliste aujourd'hui cadre dans le secteur bancaire, il s'engage bénévolement depuis plus de dix ans pour cette cause. Pas question de lâcher. Surtout pas si près du but, après des mois de petits pas.

**10 mars.** Dans un entretien à *Libé* et *la Croix*, Macron annonçait un projet de loi sur la fin de vie. « *Tout le monde se dit : "On y est." C'est un soulagement et un espoir énorme pour les*

*adhérents* », rembobine le quadra, qui pour autant n'oublie pas les « *déceptions* » et « *trahisons* » passées, allusion à l'engagement non tenu de François Hollande de légiférer. Jonathan Denis peut citer de tête les atterrissements des uns et des autres au mot près. Sans doute que sa passion pour l'actualité n'y est pas étrangère. Mais s'il suit cette question de si près, c'est parce qu'elle le concerne personnellement, comme il l'a récemment révélé dans un livre.

## LE PORTRAIT

Fin 2008, son père, atteint d'un cancer généralisé, a eu recours à une euthanasie clandestine, longtemps gardée secrète pour éviter des poursuites au docteur qui l'a aidé, aujourd'hui décédé. Quelques mois plus tôt, il s'était assuré du soutien de son fils, « *quand vraiment il n'en pourrait plus* ». Né en Suisse, où le suicide assisté est légal, son père ne souhaitait pas quitter la France et s'était procuré des substances pour en finir seul. La situation n'évolue pas comme il l'avait anticipé, et il atterrit à l'hôpital. Là, un médecin compassionniste aide la famille à faire respecter sa volonté. « *Mon père aurait pu devenir un de ces Français classés dans la rubrique faits divers, qui se suicident par pendaison, arme à feu ou saut dans le vide. Dans ce*

*malheur, je n'ai pas eu ça* », estime Jonathan Denis, qui vit dans son soutien à son père jusqu'au bout un « *dernier geste d'amour* » filial.

**6 juin.** Après un périple parlementaire mouvementé, l'Assemblée adopte l'article 5 du projet de loi, qui vise à définir et instaurer l'aide à mourir en France. « *Quelle avancée ! Mais j'ai eu du mal à me réjouir* », se souvient-il, tant la bataille fut acharnée sur chaque mot. « *Ce n'est pas qu'une question de vocabulaire : il y a des vies derrière* », martèle-t-il. Celles des quelque 77 000 adhérents de l'ADMD.

**9 juin.** Jonathan Denis, qui vit à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), a passé le dimanche à la campagne, pour s'aérer après avoir glissé un bulletin pour Raphaël Glucksmann dans l'urne. A 20 heures, il suit la soirée électorale à la télé. Les scores de l'extrême droite sont « *une déflagration* ». Marié à un « *homme merveilleux* » depuis dix ans, cadre bancaire comme lui, musulman, le responsable associatif est percuté par cette pensée : « *Avec mon mari, on incarne tout ce que ces gens détestent.* » Second coup dur avec l'allocation de Macron. Avec la dissolution,

monte le sentiment d'un « *immense gâchis* », d'une « *catastrophe* ». Il égrène : 300 heures de discussions, 3500 amendements et, bientôt, des coups de fil de malades à la pelle au standard, inquiets d'être renvoyés à ce dilemme teinté de « *désespoir* » et de « *souffrance* » : la Belgique ou « *l'accompagnement clandestin* » ? Il ajoute : « *Au passage, cela implique aussi l'abandon du doublement du budget dédié aux soins palliatifs.* » Lui se définit comme un « *ex-macroniste déçu* », ayant d'abord cru au « *dépassement des clivages* » au point de s'engager avec LREM aux municipales de 2020, avant de réaliser que « *ça penche tout de même bien à droite* ».

**30 décembre 1983** Naissance à Montbéliard (Doubs).

**2008** Mort de son père.

**Octobre 2021** Président de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité.

**Mars** Mourir dans la dignité. Plaidoyer pour la dernière des libertés (Cherche-midi).

« *Je suis un optimiste. J'ai plus d'espoir qu'une loi passe que de voir Schoaux redevenir champion de France.* » Derrière son bureau, on aperçoit une affiche rappelant : « *On va tous mourir.* » Comment fait-il pour côtoyer la mort de si près ? « *Ce n'est pas noir, la fin de vie. Ce qui est noir, c'est la fin de vie non accompagnée.* » Il marque une pause, puis : « *J'ai été élevé dans un truc catho, dans lequel je ne me reconnais plus aujourd'hui.* » Il en garde toutefois cette certitude : « *La mort, c'est la vie.* »

**10 juin.** L'ADMD en appelle aux responsables de parti, pour les exhorter à une « *parole claire* ». Il aurait aimé que la fin de vie figure noir sur blanc dans le programme du Nouveau Front populaire, pour qui il votera « *sans hésiter* » malgré ce « *regrettable oubli* », puisque « *des candidats s'engagent localement* ».

**11 juin.** Mort de Françoise Hardy. L'icône yé-yé avait relaté avoir aidé sa mère, atteinte de la maladie de Charcot, et en avait appelé au Président fin 2023. Fêru de chanson française, Jonathan Denis vit alors « *une semaine bien pourrie pour tous les militants de la liberté* ». Ce mot revient sans cesse au cours de l'entretien. On le lui fait remarquer. En souriant : « *C'est une valeur qu'on m'a inculquée tout petit.* » Né à Montbéliard (Doubs) d'un père laborantin et d'une mère professeure de danse, Jonathan Denis grandit avec son frère chez sa mère, après le divorce de ses parents quand il avait 3 ans. « *Ensuite, j'ai toujours connu mon père avec un homme. Ça ouvre les horizons, quand vous êtes jeune.* » S'il rembobine, il place les prémices de son engagement sur la fin de vie à l'affaire Vincent Humbert, en 2003. « *On avait pratiquement le même âge.* »

**30 juin.** Bien sûr qu'il a voté. Il le fait toujours. En tout cas, depuis la présidentielle de 2002 qui a « *forgé sa conscience politique* » : cette année-là, il s'abstient au premier tour. « *Je vous laisse imaginer comme on s'en veut après...* » S'il salue la mobilisation contre l'extrême droite des dernières semaines, il estime qu'appeler à faire barrage stricto sensu n'est pas de son ressort. « *Ma position en revanche est de dire : voter pour le RN ne servira strictement à rien sur la fin de vie.* »

**7 juillet, 20 h 01.** Se projeter au soir du second tour et dans l'après lui demande un effort, tant la tâche qui attend les partisans d'une loi est vertigineuse, digne de Sisyphe : trouver des alliances, une niche parlementaire, faire face aux obstructions, « *à l'ourance*... ». Mais toujours pas de lassitude à l'horizon. Passionné de foot, habitué du stade Bonal, où il allait avec son père, gamin, il glisse : « *Je suis un optimiste. J'ai plus d'espoir qu'une loi passe que de voir Schoaux redevenir champion de France.* » Derrière son bureau, on aperçoit une affiche rappelant : « *On va tous mourir.* » Comment fait-il pour côtoyer la mort de si près ? « *Ce n'est pas noir, la fin de vie. Ce qui est noir, c'est la fin de vie non accompagnée.* » Il marque une pause, puis : « *J'ai été élevé dans un truc catho, dans lequel je ne me reconnais plus aujourd'hui.* » Il en garde toutefois cette certitude : « *La mort, c'est la vie.* »

Par VIRGINIE BALLET  
Photo LUDOVIC CARÈME, VU